

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2073

21 août 2012

SOMMAIRE

Agence immobilière GIORGETTI & KUHN S.A.	99458	Brink's Luxembourg S.A.	99464
Anbico Luxembourg S.à r.l unipersonnelle	99459	Brink's Security Luxembourg S.A.	99464
Arlene S.A.	99460	Brixia International S.A.	99493
ASEi Events Luxemburg S.à r.l.	99458	Bryde Corporation S.A.	99491
Association Familiale d'Investisseurs Responsables - AFIR Holding & Management Company	99460	Building Maintenance Service, BMS S.à r.l.	99492
AVL Diffusion	99461	Bureau d'Architecture Cavallini	99466
AVMF Lux SPV S.à r.l.	99461	Burg & Kirch Nord S.à r.l.	99492
AXA DBIO GP S.à r.l.	99461	Callista Lux	99462
AXA DBIO S.C.A.	99462	Captain Luxco 1 S.A.	99502
AXOR HOLDING, Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF	99462	Cavenagh	99502
BackstageWine S.A.	99462	CBK Sicav	99467
BEPAR Management S.à r.l.	99464	Central Investments DBI	99502
BHF-BANK International	99464	C.H. Robinson Luxembourg Sàrl	99501
Bidibul Productions S.A.	99465	Compagnie Internationale de Participations Automobiles S.A.	99492
BK Gestion Conseil S.à r.l.	99465	CYNTHIA, Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF	99491
BK Gestion Conseil S.à r.l.	99465	Eternit Investment S.à r.l.	99492
BK Immo S.à r.l.	99466	HDN Spf S.A.	99466
BK Services S.à r.l.	99466	Kalispera	99503
BosstoBoss S.A.	99463	Lands Improvement Holdings Colchester S.à r.l.	99465
BosstoBoss S.A.	99463	Latimo S.A.	99460
BPH	99490	Lux Kapitalmarkt Management AG	99464
Brasserie Paula S. à r.l.	99461	Mermos Investments S.A.	99493
BRE/V.P. S.à r.l.	99463	OMNIUM AFRICAÏN D'INVESTISSEMENTS (O.A.I.), Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF	99502
Bridgepoint Europe III Investments (2) S.à r.l.	99491	Soluna Consulting S.A.	99459
Bridgepoint Europe IV Investments S.à r.l.	99491	Trenova Holdings S.à r.l.	99458
Bridgepoint Services S.à r.l.	99491	Winvest Conseil S.à r.l.	99458

Trenova Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 168.812.

—
EXTRAIT

En date du 16 juillet 2012, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Amado III Dela Rosa Santiago, ayant son adresse professionnelle au Ground Floor Ortigas Building, Ortigas Avenue, 1605 Pasig City, Metro Manila, République des Philippines, est élu nouveau gérant A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 20 juillet 2012.

Référence de publication: 2012089581/15.

(120125774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2012.

Winvest Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 115, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 123.591.

—
La société informe que par une décision du 11 juin 2012, l'Associé Unique a décidé:

1. De nommer Monsieur Frédéric Lemoine, demeurant professionnellement 89, rue Taitbout 75009 Paris, en qualité de Gérant de catégorie 1 du Conseil de Gérance, pour une durée illimitée.

2. De nommer Monsieur Jérôme Michiels, demeurant professionnellement 89, rue Taitbout 75009 Paris, en qualité de Gérant de catégorie 2 du Conseil de Gérance, pour une durée illimitée.

3. De nommer Madame Caroline Bertin Delacour, demeurant professionnellement 89, rue Taitbout 75009 Paris, en qualité de Gérant de catégorie 2 du Conseil de Gérance, pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012089629/15.

(120126358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2012.

ASEi Events Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 66-70, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 127.907.

—
Beschluss der Gesellschafterversammlung

Unter Verzicht auf alle Formen und Fristen der Ladung treten wir zu einer Gesellschafterversammlung zusammen und beschliessen folgendes:

Der Gesellschaftssitz wird von 84, Grand Rue L-6630 Wasserbillig nach 66-70, Grand Rue L-6630 Wasserbillig verlegt.

Référence de publication: 2012089753/11.

(120126909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Agence immobilière GIORGETTI & KUHN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1247 Luxembourg, 5, rue de la Boucherie.

R.C.S. Luxembourg B 99.772.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 08 mai 2012 que

1. les mandats suivants ont été renouvelés pour une nouvelle période de cinq ans prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2017:

- Monsieur Roland Kuhn, demeurant à L-2630 Luxembourg, 148, route de Trèves, Administrateur A et administrateur délégué à la gestion journalière

- Monsieur Paul Feider, demeurant à L-8020 Strassen, 2, rue de la Solidarité, Administrateur B

- Monsieur Marc Giorgetti, demeurant à L-7423 Dondelange, 2, route de Luxembourg, Administrateur B

- Monsieur Paul Giorgetti, demeurant à L-1870 Luxembourg, 102, rue de Kohlenberg, Administrateur B

- Monsieur Jean Nickels, demeurant à L-9184 Schrodweiler, 4, rue de la Gare, Administrateur C

2. Le mandat du commissaire aux comptes, Monsieur Robert Becker, étant échu depuis l'assemblée annuelle de l'an 2011, l'assemblée a renouvelé ledit mandat rétroactivement au 03 mai 2011 pour une nouvelle période de six ans prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 mai 2012.

Pour avis et extrait conforme

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2012089692/24.

(120126923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Soluna Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1924 Luxembourg, 43, rue Emile Lavandier.

R.C.S. Luxembourg B 86.926.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement du 18 juillet 2012 que ladite assemblée a décidé à l'unanimité

- que les démissions de Monsieur Georges CLOOS, demeurant à L-1924 Luxembourg, 43, rue Emile Lavandier et de la société PRESIDENTIAL PARTNERS S.A., établie et ayant son siège social à L-1924 Luxembourg, 43, rue Emile Lavandier, de leur fonction d'administrateurs avec effet au 18 juillet 2012 sont acceptées.

- que la démission de Monsieur Claude PAULY, demeurant à L-1924 Luxembourg, 43, me Emile Lavandier, de ses fonctions d'administrateur et d'administrateur-délégué avec effet au 18 juillet 2012 est acceptée,

- que Messieurs Thcodorus Petrus Bemardus WOUTERS, demeurant à TA14AJ TAUNTON, Corporation Street 1, (Royaume Uni), Franco LEFEMINE, demeurant à demeurant à L-2551 Luxembourg, 149, avenue du X Septembre et Romain SCHUMACHER, demeurant à L-1453 LUXEMBOURG, 120, route d'Echternach, ont été nommés administrateurs avec effet au 18 juillet 2012 et que leur mandat s'achève à l'assemblée générale annuelle ordinaire de 2013.

- que Monsieur Theodorus Petrus Bemardus WOUTERS, demeurant à TA14AJ TAUNTON, Corporation Street 1, (Royaume Uni), a été appelé aux fonctions d'administrateur-délégué avec effet au 18 juillet 2012 et que son mandat s'achève à l'assemblée générale annuelle ordinaire de 2013.

- que la société sera dorénavant engagée en toutes circonstances par la signature unique de Monsieur Theodoras Petrus Bernardus WOUTERS, demeurant à TA14AJ TAUNTON, Corporation Street 1, (Royaume Uni).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juillet 2012.

Claude PAULY

43, rue Emile Lavandier

L-1924 LUXEMBOURG

Le mandataire

Référence de publication: 2012090426/30.

(120126979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Anbico Luxembourg S.à r.l unipersonnelle, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 128.066.

—
Procès-verbal de la réunion du conseil de gérance tenue à Pétange en date du 25 mai 2012.

Présents:

La Société ANBICO-FRANCE S.A.S avec siège social à F-59770 Marly Zae Les Dix Muids, ici représentée par son gérant Monsieur Christian BOUCTOT,

Ordre du jour

1. Décision concernant le transfert de siège.

Décisions

A l'unanimité, le conseil

DECIDE

De transférer le siège de la société avec effet immédiat.

Le nouveau siège social est fixé au 59, route de Luxembourg L-4761 PETANGE
L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Pour la société
Christian BOUCTOT

Référence de publication: 2012089739/21.

(120127011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Arlene S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 81.517.

Par la présente, nous vous informons de notre démission du poste d'Administrateur de la Société.
Notre démission prendra effet au 19 juillet 2012.

Luxembourg, le 19 juillet 2012.
CMS Management Services S.A.
Signature

Référence de publication: 2012089750/12.

(120126742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Latimo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 37.129.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 29 juin 2012 à 17.30 heures à Luxembourg 44, avenue
J.F. Kennedy*

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de nommer la société:

COSAFIN S.A.

1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg
RCS Luxembourg B 70.588

Représentée par Monsieur Jacques Bordet,
1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg

au poste d'Administrateur de la société avec pouvoir de signature de type B pour une durée de 2 ans.

Le mandat de la société COSAFIN S.A. prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

Pour copie conforme
FIDUPAR
Michela Klemke / Nicolas Montagno

Référence de publication: 2012090176/21.

(120126950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

**Association Familiale d'Investisseurs Responsables - AFIR Holding & Management Company, Société
Coopérative organisée comme une Société Anonyme.**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 78.766.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 21 juin 2012

Est nommée réviseur d'entreprises agréé, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2012:

- ERNST & YOUNG, 7, rue Gabriel Lippmann, L - 5365 Munsbach.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 juin 2012.

Référence de publication: 2012089754/14.

(120127014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

AVL Diffusion, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 119.965.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Référence de publication: 2012089759/10.

(120126830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

AVMF Lux SPV S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 137.569.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2012.

Référence de publication: 2012089760/10.

(120126910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Brasserie Paula S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4760 Pétange, 4, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 157.257.

*Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire
tenue à Esch-sur-Alzette le 13 juin 2012 à 8 heures*

Les associés, ont pris, sur ordre du jour, les résolutions suivantes:

1. L'assemblée accepte la démission de Monsieur ÜBERSCHLAG Alain, de son poste de gérant technique, et ceci à partir de ce jour.

2. L'assemblée nomme gérant technique pour une durée indéterminée, Madame SARAIVA LUIS Ana Paula, demeurant à L-4750 PETANGE, 111, route de Longwy.

3. L'assemblée nomme gérant administratif pour une durée indéterminée Monsieur ÜBERSCHLAG Alain, demeurant à L-4760 PETANGE, 4, rue de Luxembourg.

4. La société est engagée en toutes circonstances par la signature des deux gérants.

Esch-sur-Alzette, le 13/06/2012.

Pour la société

Signatures

Référence de publication: 2012089774/20.

(120126871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

AXA DBIO GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 149.162.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AXA DBIO GP S.à r.l.

Référence de publication: 2012089761/10.

(120127582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

AXA DBIO S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 149.195.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AXA DBIO S.C.A.

Référence de publication: 2012089762/10.

(120127583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

AXOR HOLDING, Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R.C.S. Luxembourg B 71.506.

EXTRAIT

L'Assemblée générale ordinaire du 18 janvier 2012 a reconduit le mandat d'administrateur de Messieurs Luciano DAL ZOTTO, Nico BECKER et Guy SCHOSSELER, leur mandat venant à échéance à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle de 2012.

L'Assemblée a reconduit également le mandat de Commissaire aux comptes de Madame Nathalie THUNUS, son mandat expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle de 2012.

Pour extrait conforme

AXOR HOLDING, Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF
Société anonyme

Référence de publication: 2012089763/17.

(120126733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Callista Lux, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 139.672.

En date du 20 juillet 2012, Dandois & Meynial, agent domiciliataire dont le siège social est au 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg, a dénoncé le siège de la société:

CALLISTA LUX

Siège social:

23, rue Jean Jaurès

L-1836 Luxembourg

RCS Luxembourg B 139.672

avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 20 juillet 2012.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2012089826/17.

(120126746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

BackstageWine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6235 Beidweiler, 20, rue Eschweiler.
R.C.S. Luxembourg B 152.759.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012089768/10.

(120126528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

BosstoBoss S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3222 Bettembourg, 63, route de Dudelange.

R.C.S. Luxembourg B 75.566.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue en date du 21 mars 2012 que:

- M. Jacky MUNGER a été révoqué de ses mandats d'administrateur et d'administrateur délégué en date du 14 février 2012 avec effet au 15 mars 2012.

la démission de la société ALPHA EXPERT S.A. de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société en date du 05 juillet 2010 a été acceptée;

- la société MARC MULLER CONSEILS S.A R.L. ayant son siège social au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a été nommée aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société.

- Le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juillet 2012.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2012089772/22.

(120126692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

BRE/V.P. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 83.241.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 19 Juillet 2012

L'associé unique de la Société a décidé en date du 19 Juillet 2012 comme suit:

- D'accepter la démission de Monsieur Frederik Kuiper de son mandat de gérant et ce avec effet au 14 décembre 2011;

- De nommer Monsieur Jorrit Cromptvoets, né le 16 May 1976 à Voorst, Pays-Bas, ayant l'adresse professionnelle suivante: 20, rue de la Poste L-2346 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 14 décembre 2011, et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- Monsieur Marcel STEPHANY

- Monsieur Luc SUNNEN

- ALCANJANE Sàrl

- Monsieur Andrew B. COHEN

- Monsieur Jeffrey A. GOLDBERGER

- Monsieur Jorrit CROMPVOETS

Luxembourg, le 19 Juillet 2012.

Référence de publication: 2012089791/22.

(120126987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

BosstoBoss S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3222 Bettembourg, 63, route de Dudelange.

R.C.S. Luxembourg B 75.566.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/07/2012.

Signature.

Référence de publication: 2012089773/10.

(120127488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Brink's Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 8, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 43.970.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20/07/2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2012089775/12.

(120127176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Brink's Security Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 8, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 10.427.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20/07/2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2012089776/12.

(120127201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

BEPAR Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2135 Luxembourg, 75, Fond Saint Martin.
R.C.S. Luxembourg B 142.126.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Gérant

Référence de publication: 2012089780/12.

(120126519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Lux Kapitalmarkt Management AG, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 132.017.

Die korrekte Namensbezeichnung des Verwaltungsratsmitglieds Herrn STEINMAYER lautet Klauspeter.

Référence de publication: 2012090196/8.

(120126936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

BHF-BANK International, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 10.008.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19.07.2011.

Thilo Schiering / Roland Steies.

Référence de publication: 2012089781/10.

(120127676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Bidibul Productions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 139.621.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juillet 2012.

Référence de publication: 2012089783/10.

(120126529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

BK Gestion Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 88.934.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20/07/2012.

Signature.

Référence de publication: 2012089785/10.

(120126853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Lands Improvement Holdings Colchester S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 162.474.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 29 juin 2012

Il résulte des dites résolutions que:

1. Madame Joanne Fitzgerald, demeurant professionnellement, 28 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a démissionné de sa fonction de gérante de la Société avec effet au 29 juin 2012.

2. Madame Samantha Pepper, née le 28 Décembre 1984 à Stevenage, Royaume-Uni et demeurant professionnellement, 28 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommée gérante de la Société avec effet au 29 juin 2012 pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- Delloula Aouinti
- Alexis Gisselbrecht
- Samantha Pepper

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait et signé à Luxembourg, le 29 juin 2012.

Pour Lands Improvement Holdings Colchester S.à r.l.

Delloula Aouinti

Gérante

Référence de publication: 2012090144/24.

(120126928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

BK Gestion Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 88.934.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20/07/2012.

Signature.

Référence de publication: 2012089786/10.

(120126854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

BK Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6858 Muenschecker, 6, Neie Wee.

R.C.S. Luxembourg B 50.261.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012089787/10.

(120126874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

BK Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 8, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 47.459.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20/07/2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2012089788/12.

(120126575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

HDN Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 37.641.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 29 juin 2012

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de:

- Monsieur Hendrik DILLEN, indépendant, demeurant 75 Lorzestraat à B-2480 Dessel;
- Monsieur Gilles JACQUET, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg;
- Lux Business Management S.à.r.l., ayant son siège social 40, avenue Monterey in L-2163 Luxembourg, dont le représentant permanent dûment nommé en date du 15 janvier 2009 est Monsieur Gerard VAN HUNEN, demeurant professionnellement 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

L'Assemblée renouvelle également le mandat de commissaire aux comptes de COVENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ce mandat prendra fin lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

Luxembourg, le 29 juin 2012.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012090073/22.

(120126740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Bureau d'Architecture Cavallini, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 12, avenue du Rock'n'Roll.

R.C.S. Luxembourg B 76.141.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Fiduciaire WBM
Experts comptables et fiscaux
Signature

Référence de publication: 2012089798/13.

(120126869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

CBK Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 137.309.

Rectificatif du dépôt numéro 120058361, déposé le 12 avril 2012

Im Jahre zweitausendundzwölf, am sechsten Juli.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg.

Sind erschienen:

- 1) Frau Sylvie Dobson, Privatangestellte, geschäftsansässig in Hesperange.
- 2) Frau Valérie Letellier, Privatangestellte, geschäftsansässig in Hesperange.
- 3) Herr Emmanuel Gilson de Rouvieux, Privatangestellter, geschäftsansässig in Hesperange.

Diese Erschienenen, welche als Vorsitzende, Sekretär und Stimmzähler und als Aktionärsvertreter bei der außerordentlichen Generalversammlung der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) „CBK SICAV“, mit Sitz in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 137.309 gehandelt haben, ersuchen den Notar folgendes zu beurkunden:

In der besagten außerordentlichen Generalversammlung vom 2. April 2012 wurden verschiedene Artikel in der englischen Fassung der Satzung abgeändert und es wurde beurkundet auf Verlangen der Erschienenen dass die deutsche Fassung der Satzung gestrichen wird.

Die Erschienenen ersuchen hiermit den Notar dies zu berichten und zu beurkunden, dass die deutsche Uebersetzung der Satzung bestehen bleibt und dass die Satzung zum 2. April 2012 folgenden Wortlaut hat in der englischen Fassung und in der deutschen Fassung, mit dem Vermerk, dass im Falle von Abweichungen zwischen den beiden Texte, die englische Fassung massgebend ist:

“ **Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of Shares, a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of CBK SICAV (the "Company").

The Company may be composed of one sole shareholder or several shareholders.

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation as prescribed in Article 29.

Art. 3. The exclusive object of the Company is the collective investment of its funds in transferable securities and other permitted assets with the aim to diversify the investment risks and to have its shareholders benefit from the results of the management of their assets, in accordance with Article 41 of the law of 17 December 2010 on Undertakings for Collective Investment (the "Law of 2010").

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2010 as amended from time to time.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the commune of Hesperange, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad, by resolution of the board of directors (the "Board of Directors"). Through a resolution by the Board, the Company's registered office may be relocated within the municipal boundaries of Luxembourg. If and to the extent legally permissible, the Board may resolve to relocate the Company's registered office to another municipality within the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board of Directors determined that events of force majeure have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value (the "Shares"). The Shares shall at any time be equal to the total net assets of the Company.

The minimum capital of the Company after a period of six months following the registration of the Company as an Undertaking for Collective Investment in Transferable Securities ("UCITS") shall amount to the equivalent in British Pounds of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-).

The Board of Directors is authorised without limitation to issue securities at any time in accordance with Article 25 hereof, at the value per Share as calculated in accordance with Article 24 hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any Director of the Company (a "Director") or to any officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty to accept subscriptions and receive payment for such new Shares and to deliver these. Such Shares may, as the Board of Directors shall determine, form different investment portfolios (each a "Subfund") which may, as the board of Directors shall determine, be denominated in different currencies. Each of the Subfunds comprises a separate portion of the Company's assets. The Board of Directors may also determine that within each such Subfund several categories of Shares ("Categories of Shares") may be issued, having specific features such as distribution or accumulation Shares or Shares with specific fee structures or denominated in various currencies, as determined by the Board of Directors and set forth in the prospectus of the Company.

To the extent permitted under Luxembourg laws and regulations, and in compliance therewith, the Board is authorised at any time it deems appropriate and within the full scope permitted under Luxembourg laws and regulations, yet maintaining compliance with the provisions contained in the Company's prospectus, to (i) create new Subfunds satisfying the requirements of either a feeder UCITS or a master UCITS, (ii) convert any existing Subfund into a feeder UCITS or (iii) change all of the feeder UCITS under the master UCITS.

The proceeds of the issue of Shares of each Subfund shall be invested pursuant to Article 3 in securities or other assets, pursuant to the investment policy as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Subfund.

The Company may, by way of a stock split resulting in a decreased Net Asset Value per Share, issue bonus Shares.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Subfund shall, if not denominated in GBP, be converted into GBP and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the Subfunds.

Art. 6. The Board of Directors may decide that Shares shall be issued in registered and/or in bearer form. Certificates of ownership for bearer Shares shall be issued in such denominations as the Board of Directors shall decide. Bearer Shares for distributing Shares must be accompanied by appropriate coupons. If a shareholder holding bearer Shares requests the delivery of physical bearer Share certificates or the exchange of his certificates for certificates in other denominations or into registered Shares (or vice versa), the usual costs may be charged to him.

Bearer Shares may be represented by global share certificates ("Globalurkunden").

The transfer of bearer Shares represented by global share certificates shall be effective by book entry to the securities accounts of the Shareholders' financial intermediaries opened with the clearing institutions, in accordance with applicable laws and any rules and procedures issued by the relevant clearing agent.

In case of registered Shares, or if the Board of Directors decides that no physical Shares shall be issued for a given Subfund or if the shareholder does not request such physical Share certificate, a confirmation of ownership shall be issued. If a shareholder holding registered Shares requests that a confirmation of ownership or a share certificate be issued, the customary costs will be charged to him.

Registered Shares may be issued in fractions of Shares, which may be rounded in accordance with the provisions of the prospectus of the Company. No fractions of Shares shall be issued for bearer Shares.

Share certificates shall be signed by two Directors or by one Director and an officer duly authorised by the Board of Directors for such purpose. Signatures of the Directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorised officer shall be manual.

The Company may issue Share certificates or confirmations of shareholding in such form as the Board of Directors may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 25 hereof. The subscriber will in due course upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price receive title to the Shares purchased by him and, upon application, obtain delivery of Share certificates.

Payments of dividends, if any, will be made, as far as registered Shares are concerned, to shareholders at their address in the register of shareholders or to such address as has been notified to the Company in writing. In respect of bearer Shares, payment will be remitted against tender of the appropriate coupons.

The owners of all issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Board of Directors. Such register shall contain the name of each holder of registered Shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number, Subfund and Category of Shares held by him. Every transfer or redemption of a Share shall be entered in the register of shareholders upon payment of a customary fee as shall be determined by the Company for such registrations.

Shares shall be free from any restriction on the right of transfer and from any lien in favour of the Company.

The transfer of bearer Shares shall be effective by delivery of the bearer share certificate.

The transfer of registered Shares shall be effected by inscription in the Share register of the transfer to be made by the Company upon delivery to the Company of the certificate or certificates (if any) representing such Shares, along with other instruments of transfer satisfactory to the Company.

All notices and announcements from the Company to the registered shareholders may be sent to the address that has been entered in the register of shareholders. In the event that such shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be determined by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

In the event that fractions of Shares have been issued, such fraction shall be entered into the register of shareholders. Such fraction of Share shall not carry a vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend and liquidation proceeds. In respect of bearer Shares, only Share certificates representing full Shares shall be issued.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its discretion, charge the shareholder any exceptional out of pocket expenses incurred in issuing a duplicate or a new Share certificate in substitution for one mislaid, mutilated or destroyed.

Art. 8. The Board of Directors shall have the power to impose such restrictions on Shares as it may think necessary to ensure that no Shares of any Subfund or Category of Shares in the Company are acquired or held by a prohibited person ("Prohibited Person"):

(a) that is in breach of the laws or requirements of any country or governmental or regulatory authority or that is excluded from the holding of Shares according to the provisions of the prospectus, or

(b) in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered.

The Company may restrict or exclude the shareholding by a Prohibited Person. More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, and, without limitation, by any "U.S. person", as defined hereafter. For such purpose, the Company may:

(a) decline to issue any Share where it appears to it that such registration would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a person who is precluded from holding Shares in the Company;

(b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Shares rests in a person who is precluded from holding Shares in the Company; and

(c) where it appears to the Company that any person, who is precluded pursuant to this Article from holding Shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is a direct or beneficial owner of Shares, compulsorily redeem from any such shareholder all Shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") to the shareholder bearing such Shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the redemption price in respect of such Shares is payable. Any such notice may be served to such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates representing the Shares specified in the Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and his name shall be deleted in the Share register;

(2) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount equal to the value of the Shares of the relevant Subfund and Category, determined in accordance with Article 24 hereof;

(3) payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Subfund or Category of Shares and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person but only, if a Share certificate shall have been issued, upon surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such redemption notice shall have

any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest).

(4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding Shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall mean a citizen or resident of the United States of America (the "United States"), a partnership organised or existing in laws of any state, territory or possession of the United States, or a corporation organised under the laws of the United States, or of any state, territory or possession thereof, or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources without the United States is not includible in gross income for purposes of computing United States income tax payable by it.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company respectively of any Subfund or Category of Shares thereof shall represent the entire body of shareholders of the Company respectively of any Subfund or Category of Shares. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company respectively of any Subfund or Category of Shares.

In the event that the Company is composed of one sole shareholder, the sole shareholder will be vested with all powers of the general meeting of shareholders.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, every year on the 1st April at 11:00 a.m. If such day is not a business day in Luxembourg, the general meeting takes place on the following business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require. If permitted under Luxembourg law and in compliance with the provisions of Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of unitholders may be convened on a date or at a time and place different from those specified above, in each case to be determined by the Board.

Other general meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

A general meeting must be convened if shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company's capital so require.

Art. 11. Separate meetings of shareholders relating to a Subfund or a Category of Shares may be convened upon decision of the Board of Directors. The quorum and majority requirements laid down in article 12 below shall apply mutatis mutandis. A separate meeting of shareholders may decide on any matters which relate exclusively to the relevant Subfund or Category that are not by law or by these Articles attributed to the general meeting of shareholders or to the Board of Directors. Resolutions of separate meetings of shareholders may not affect the position of the shareholders of other Subfunds or Categories of Shares.

Art. 12. The notice periods and formal requirements laid down by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

In compliance with the provisions of Luxembourg laws and regulations, the convocation notice for the annual general meeting may be used to notify unitholders that the quorum and majority requirements for the annual general meeting are defined on the basis of units issued and in circulation at a specific date and time prior to the annual general meeting (the "Qualification Date"). The right of a unitholder to participate in the annual general meeting of unitholders and to exercise voting rights conveyed by the units shall be determined by the units held by said unitholder at the Qualification Date.

Each whole Share of whatever Subfund or Category of Shares and regardless of the Net Asset Value per Share within the Subfund or Category is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing. Proxy authorisations must be received at the address cited in the convocation notice at the latest 5 Luxembourg business days prior to the date of the general meeting. The Board may shorten or waive this period at its own discretion. Shareholders may also, at the discretion of the Board, participate in any general meeting via video conference or any other telecommunication channel that permits identification of the participant. The communication technologies used must allow the unitholder to effectively participate in the general meeting. The minutes of the meeting must be transmitted continually.

If so provided for, shareholders participating in a shareholders' meeting by video conference or any other telecommunication methods allowing for their identification shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy such technical requirements that will enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be retransmitted on a continuous basis.

The Board of Directors may, in its absolute discretion, provide in the convening notice for any general meeting that shareholders shall be authorised to cast their vote by ballot papers ("formulaires") expressed in the English language.

Any ballot paper ("formulaire") shall be delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post, by special courier service using an internationally recognised courier company at the registered office of the Company or by fax at the fax number of the registered office of the Company.

Any ballot paper ("formulaire") which does not bear any of the following mentions or indications is to be considered void and shall be disregarded for quorum purposes:

- name and registered office and / or residence of the relevant shareholder;
- total number of Shares held by the relevant shareholder and, if applicable, number of Shares of each Category held by the relevant shareholder;
- agenda of the general meeting;
- indication by the relevant shareholder, with respect to each of the proposed resolutions, of the number of Shares for which the relevant shareholder is abstaining, voting in favour of or against such proposed resolution; and
- name, title and signature of the duly authorised representative of the relevant Shareholder.

Any ballot paper ("formulaire") shall be received by the Company no later than 11 a.m., Luxembourg time on the Luxembourg banking day immediately preceding the day of the general meeting of shareholders. Any ballot paper ("formulaire") received by the Company after such deadline shall be disregarded for quorum purposes.

A ballot paper ("formulaire") shall be deemed to have been received:

(a) if delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post or by special courier service using an internationally recognised courier company; at the time of delivery; or

(b) if delivered by fax, at the time recorded together with the fax number of the receiving fax machine on the transmission receipt.

Except as otherwise required by law or by Article 30 hereof, resolutions at a general meeting of shareholders or at a Subfund or Category of Shares meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes of Shares present or represented. Shareholders represented at the general meeting who did not participate in voting, abstained or submitted an empty or invalid ballot shall not be counted among the votes cast.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Resolutions of the sole shareholder shall be documented in writing.

Art. 13. Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to a notice setting forth the agenda. Such notice will be sent at least 8 days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The notice shall indicate the place and the practical arrangements where the reports of the Board of Directors and of the external independent auditor and the annual report are provided to the shareholders and shall specify that these documents are sent to them.. If bearer Shares have been issued, the convening notice must be published in the Luxembourg official gazette ("Mémorial"), in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board of Directors may decide, in accordance with the requirements of the Law of 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law").

If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

One or several shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company's capital may require that additional items be added to the agenda of the general meeting by five (5) days prior notice.

Art. 14. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members. Members of the Board of Directors need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period of up to six years and their election may be renewed. Directors shall be elected by a simple majority of the votes cast at the general meeting of shareholders. Shareholders represented at the general meeting who did not participate in voting, abstained or submitted an empty or invalid ballot shall not be counted among the votes cast. In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

The mandate of any Director may be withdrawn by shareholders' vote at any time.

Art. 15. The Board of Directors will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders.

The chairman shall preside at all meetings of the Board of Directors. In his absence, the Board of Directors appoints any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or by any two Directors at the place indicated in the notice of meeting, which shall contain the agenda of the meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given in writing or by cable, telegram, telex, telefax or any other electronic channel communication to all Directors at least twenty four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting.

Unless otherwise provided herein, the Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors.

This notice may be waived by the consent of each Director. No notice shall be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as his proxy. The proxy shall be given in writing or by cable or telegram or telex or telefax or any other electronic channel of communication or in any other form determined by the Board of Directors.

Unless otherwise provided herein, the Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors are present or represented, which may be by way of a telephone conference call or video conference call or in any other form determined by the Board of Directors. The communication technologies used must allow the Directors to effectively participate in the Board meeting. The minutes of the meeting must be transmitted continually. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman of the meeting shall have a casting vote in any circumstances. If the chairman is absent, the vote by the member acting as chair shall decide.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of a circular resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the Directors.

If the Board members unanimously agree to implement a circular resolution, the signatures may be executed and sent via one or more separate documents. The date of such a resolution, provided not otherwise stipulated in the circular resolution, is the date on which the final signature is executed.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company in whole or in part to any Director or to third persons. Such power may be withdrawn at any time.

The Board of Directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit.

Art. 16. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, the chairman pro tempore who presided such meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 17. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders may be exercised by the Board of Directors.

The Board of Directors has, in particular, power to determine the investment policy for each Subfund of the Company. The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall not effect such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Law or be laid down in the laws and regulations of those countries where the Shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolutions of the board of Directors and as shall be described in any prospectus relating to the offer of Shares.

The Company may only invest in:

(i) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in an Eligible State. (For this purpose an "Eligible State" shall mean any member State of the Organisation for the Economic Cooperation and Development ("OECD") and any other country of Europe, North, Central & South America, Asia, Africa and the Pacific Basin); and/or

(ii) transferable securities and money market instruments dealt in on another regulated market in an Eligible State which operates regularly and is recognised and open to the public (a "Regulated Market"); and/or

(iii) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or Regulated Market in an Eligible State provided that the choice of the stock exchange or the market has been provided for in the constitutional documents of the Company and such admission is secured within a year of issue; and/or

(iv) units of undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") and/or other undertakings for collective investment ("UCIs") within the meaning of Article 1, paragraph (2) sub-paragraph a) and b) of Directive 2009/65/EC as amended, should they be situated in a Member State of the European Union or not, provided that:

- such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection for unit-holders in the other UCIs is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC as amended;

- the business of the other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period.

No more than ten (10) per cent of the UCITS' or the UCIs' assets, whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs; and/or

(v) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than twelve (12) months, provided that the credit institution has its registered seat in a Member State of the European Union (a "Member State") or, if the registered seat of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law; and/or

(vi) money market instruments other than those dealt in on a Regulated Market, which are liquid and whose value can be determined with precision at any time, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or

- issued by a company any securities of which are dealt in on Regulated Markets referred to in items (i), (ii) or (iii) above, or

- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second and the third indents and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least ten million euros (EUR 10,000,000.-) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with the fourth directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line; and/or

(vii) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments in accordance with articles 41 (1) g and 42 (2) of the Law of 2010.

PROVIDED THAT the Company may also invest in transferable securities and money market instruments other than those referred to above; provided further that the total of such investment shall not exceed ten (10) percent of the net assets attributable to any Subfund.

The Company may invest up to a maximum of thirty-five (35) per cent of the net assets of any or of all the Subfunds in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, by another Eligible State or by public international bodies of which one or more Member States are members.

The Company may further invest up to hundred (100) per cent of the net assets of any Subfund, in accordance with the principle of risk spreading, in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities or by a member State of the OECD or and any other authorised state, provided said state is recognised by the regulatory authority in Luxembourg and disclosed in the prospectus or by public international bodies of which one or more Member States are members, provided the relevant Subfund holds securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than thirty (30) per cent of the total net assets of such Subfund.

Every Subfund may, within the broadest possible scope and in compliance with the conditions set forth under Luxembourg laws and regulations, as well as the provisions contained in the Company's prospectus, purchase, acquire and/or hold units issued or to be issued in the future by one or more Subfunds of the Company. In this case, and in compliance with the conditions set forth under Luxembourg laws and regulations, any voting rights conveyed by these shall be rendered void for the duration that the units are held by another of the Company's Subfunds. Additionally, and for the duration that these units are held by a Subfund of the Company, their value shall not be included in calculation of the global NAV of the Company for purposes of compliance with the minimum NAV defined under the Law of 2010.

In case of investment in the units of other UCITS and/or other UCIs that are managed, directly or by delegation, by the investment manager of the Company (the "Investment Manager") or by any other Company which is linked to the Investment Manager by common management or control or by a substantial direct or indirect holding (a "Linked Company"), neither the Investment Manager nor the Linked Company may charge subscription or redemption fees on account of the Company's investment in the units of such UCITS and/or UCI.

Furthermore, the Board of Directors may, in its discretion, decide that assets may be invested by way of co-management of assets, as described in the prospectus of the Company. Under a co-management agreement, investment and realization decisions can be made on a consolidated basis for the co-managed Shares concerned. Each co-managed Share holds a part of the co-managed assets corresponding to its value as a proportion of the total value of the co-managed

assets. This proportional holding is applicable to each category of investments held or acquired under co-management, and its existence as such is not affected by investment and/or realization decisions.

Additional investments will be allocated to the co-managed units in the same proportion, and sold assets deducted pro rata from the co-managed assets, held by each co-managed Share.

Art. 18. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a material interest in, or is a Director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall declare such material interest to the board of Directors and shall not consider or vote on any such transactions and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The foregoing provisions do not apply if and when the relevant transaction is entered into under fair market conditions and falls within the ordinary course of business of the Company.

The term "personal interest", as used in the present Article, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Commerzbank AG, Commerz Funds Solutions S.A. or any affiliate thereof.

Art. 19. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor or from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 20. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors.

The Company will be bound by the joint or single signature of any Director or officer to whom authority has been delegated by the board of Directors.

Art. 21. The general meeting of shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the Article 154 of the Law of 2010.

Art. 22. As is more especially prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company.

The Company, on receiving on any Dealing Day (as defined in the prospectus of the Company for the relevant Subfund) redemption requests amounting to more than a certain percentage of Shares then in issue, as may be defined in the prospectus, shall not be bound to redeem on any such Dealing Day more than the relevant number of Shares. The Company may declare that redemptions exceeding such amount are deferred to a later Dealing Day, in accordance with the provisions stipulated therefore in the prospectus. In case of deferral of redemptions, the relevant Shares redeemed at the value per Share prevailing at the date on which the redemption is effected. The Board may resolve to repeat such suspension on the subsequent valuation dates under the same conditions.

The redemption price shall be paid within such time as shall be determined by the Board but in normal circumstances not later than [8] business days in Luxembourg following the relevant Dealing Day, at a redemption price based on the value per Share of the relevant Subfund or category of Shares, as defined in the prospectus.

Payment of redemption proceeds may be delayed if there are any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or in any exceptional circumstances that the Board of Directors, in its discretion, deems to make it impossible to transfer the redemption proceeds in accordance with the aforementioned time limit.

A written and irrevocable redemption request must be filed by the shareholder in writing with the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Shares, on the relevant date and before the relevant redemption deadline, as set forth in the prospectus relating to the relevant Subfund. The certificate or certificates (if issued) for such Shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the redemption price may be paid.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder requesting redemption of any of his Shares in specie by allocating to the shareholder investments from the portfolio of the relevant Subfund equal in value (calculated in the manner described in Article 24) to the value of the

holding to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares in the relevant Subfund and the valuation used shall be confirmed by a special report of the Company's external and independent auditor.

If so authorised in the prospectus of the Company, a shareholder may request to switch the whole or part of his Shares in a given Subfund or category of Shares into Shares of another Subfund or category, based on a conversion formula as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the relevant part of the prospectus. A conversion of Shares, if any, may be subject to payment of a charge as determined in the relevant part of the prospectus.

In the event that, for any reason, the value of the total net assets of any Subfund or Category, declines to, or fails to reach, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum appropriate level for the relevant Subfund or Category, or in the event that the Board of Directors deems it appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the relevant Subfund or Category, or because it is in the best interests of the relevant shareholders, the Company may redeem all (but not some) of the Shares of the Subfund or Category or may merge that Subfund or Category with another Subfund or Category of the Company or may merge the relevant Subfund or Category with another undertaking for collective investments for transferable securities. Such decision to merge a Subfund or Category will be published prior to the effective date of the merger and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of the merger operations and will contain information in relation the new Subfund or new Category.

In the case of a termination of the Subfund or Category, the Company will redeem the Shares at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs of closing the relevant Subfund or Category but without application of any redemption charge.

Merging of multiple Company Subfunds, merging of Company Subfunds with subfunds of another UCITS and merging of the Company with another UCITS are subject to the relevant provisions of the Law of 2010 and all implementing regulations. Accordingly, the Board shall have authority to decide with respect to any merger of Company Subfunds and merger of Company Subfunds with subfunds of another UCITS, unless the Board resolves to subject the decision with respect to such mergers to a vote by a meeting of unitholders. Such a meeting shall not be subject to quorum requirements and shall adopt resolutions with a simple majority of votes cast. In the event of a merger of the Company with another UCITS or if the Company is wound up as a result of the merger of a Subfund into another UCITS, the meeting of unitholders must approve such an action, subject to quorum and majority requirements identical to those applicable for amendment of these Articles of Association.

Liquidation and redemption proceeds not claimed by the shareholders at the close of the liquidation of a Subfund or Category will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited after thirty (30) years.

Art. 23. The net asset value per Share (the "Net Asset Value") shall be determined as to the Shares of each Subfund and Category of Shares by the Company from time to time, as described in the prospectus from time to time and at least, twice a month, as set forth in the Prospectus from time to time (a "Valuation Date").

The Company may suspend the determination of the value per Share of any particular Subfund or Category and the issue, conversion and redemption of Shares:

- (a) where one or more stock exchanges or other markets which are the basis for valuing a significant part of the net asset value or exposure of the company of one of its Subfunds are closed (apart from normal public holidays), or where trading is suspended;
- (b) where in the opinion of the Company it is impossible to sell or to value assets as a result of particular circumstances;
- (c) where the communication technology normally used in determining the price of a security of the Subfund fails or provides only partial functionality;
- (d) where the transfer of moneys for the purchase or sale of investments of the Company is impossible; or
- (e) in the case of a resolution to liquidate the Company: on or after the date of publication of the first convocation of a general meeting of shareholders for the purpose of such resolution.

The Company must immediately suspend the issue and conversion of Shares when an event resulting in liquidation occurs or such is required by any competent authorities in Luxembourg.

Any such suspension shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or conversion of their Shares.

A suspension with respect to any single Subfund will have no effect on the calculation of value of the Shares of any other Subfund.

Art. 24. The Net Asset Value per Share of each Subfund and each Category of Shares in the Company shall be expressed in GBP or in the relevant currency of the Subfund or Category concerned, as per Share figure.

The Net Asset Value per Share shall be determined by dividing the net assets of the Company corresponding to each Subfund and/or Category of Shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such Subfund or Category less its liabilities attributable to such Subfund or Category, by the number of Shares of the relevant Subfund or Category outstanding.

The valuation of the Net Asset Value of the different Subfunds and Categories of Shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (b) all bills and demand notes and any accounts due (including the price of securities sold but not collected);
- (c) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company;
- (d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent to the Company; the Company may however adjust the valuation to check fluctuations of the market value of securities due to trading practices such a trading ex-dividend or exrights;
- (e) all accrued interest on securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;
- (f) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

- (1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- (2) In determining the value of the assets of each subfund or Category, each share or unit in an open-ended UCI will be valued at the last available net asset value whether estimated or final which is computed for such unit or shares on the Valuation Date on which the Net Asset Value of the Shares in the subfund or Category is determined, failing which, it shall be the last net asset value computed prior to such Valuation Date.
- (3) In respect of shares or units held by the Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the Board of Directors may decide to value such shares or units in line with the prices so established.
- (4) If events have occurred which may have resulted in a material change of their net asset value of such shares or units in other UCI since the day on which the latest net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board of Directors, such change of value.
- (5) Securities held by the Company (including shares or units in closed-ended UCI) which are quoted or dealt in on a stock exchange will be valued at its latest available publicised stock exchange closing price and where appropriate the middle market price on the stock exchange which is normally the principal market for such security and each security dealt in on any other organised market will be valued in a manner as near as possible to that for quoted securities.
- (6) The value of securities not quoted or dealt in on a stock exchange or another organised market and of securities which are so quoted or dealt in but in respect of which no price quotation is available or the price quoted is not representative of the securities' fair market value, shall be determined prudently and in good faith on the basis of their reasonably foreseeable sale prices. All other assets will be valued at their respective fair values as determined in good faith by the Board of Directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.
- (7) Money market instruments and cash will be valued at face value to which shall be added interest accrued.

Any asset or liabilities expressed in terms of currencies other than the relevant currency of the Subfund concerned are translated into such currency at the prevailing market rates as obtained from one or more banks or dealers.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all loans, bills and accounts payable;
- (b) all accrued or payable administrative expenses (including management fee, custodian fee and corporate agents' insurance premium fee and any other fees payable to any representatives and agents of the Company, as well as the costs of incorporation and registration, legal publications and prospectus printing, financial reports and other documents made available to shareholders, marketing and advertisement costs);
- (c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the date of valuation falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- (d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the Board of Directors; and
- (e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities related to Shares in the relevant Category toward third parties. In determining the amount of such liabilities the Company may take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The Directors shall establish a portfolio of assets for each Subfund and Category of Shares in the following manner:

- (a) the proceeds from the allotment and issue of each Subfund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Subfund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability shall be allocated to the relevant portfolio and third party creditors shall have recourse only to the assets of the portfolio concerned;

(d) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Subfund or Category of Shares, the Net Asset Value of such Subfund or Category of Shares shall be reduced by the amount of such dividends.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) Shares of the Company to be redeemed under Article 22 hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors on the Valuation Date on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets of any portfolio expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value per Share of the relevant Subfund or Category of Shares is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the value of the relevant Subfund or Category of Shares; and

(c) effect shall be given on any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Date, to the extent practicable.

(d) the valuation referred to above shall reflect that the Company is charged with all expenses and fees in relation to the performance under contract or otherwise by agents for asset management, custodial, domiciliary, registrar and transfer agency, audit, legal and other professional services and with the expenses of financial reporting, notices and dividend payments to shareholders, expenses of publishing and all other customary administration services and fiscal charges, if any.

Art. 25. Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be based on the value per share as hereinabove defined for the relevant Subfund or Category of Shares, plus any subscription charge if so determined in the prospectus for the relevant Subfund or Category of Shares. In the event that a subscription charge is paid to the Company, the Company must ensure that the principle of equal treatment of shareholders is observed. The subscription must be fully paid-up.

The price so determined shall be payable within a period as determined by the Directors and as laid down in the prospectus.

The issue price may, upon approval of the Board of Directors, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report from the auditors of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board of Directors and consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

Art. 26. The accounting year of the Company shall begin on the 1st January and shall terminate on the 31st December of each year.

Art. 27. The Company's consolidated accounts will be expressed in Pound Sterling.

Where there shall be different Subfunds as provided for in Article 5 hereof, and if such Subfunds have a different currency of denomination, the accounts with respect to such Subfunds shall be expressed in each Subfund's respective currency of denomination. In such case, the subfund accounts shall be converted to GBP for the purpose of the consolidated annual costs.

The annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the Directors' report and the notice of the Annual General Meeting, will be made available to the shareholders at the registered office of the Company 15 days prior to the annual general meeting.

Art. 28. Separate meetings for each Subfund or Category of Shares shall, upon the proposal of the Board of Directors and within the limits provided by law in respect of each Subfund or Category of Shares, determine how the annual net results shall be disposed of.

Dividends may, in respect of any Subfund or Category of Shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such Subfund or Category of Shares and which, in such event, will, in respect of such Subfund or Category, be credited upon issue of Shares and debited upon redemption of Shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such Shares. The Board of Directors may, in its discretion, decide that an alternative equalisation method shall apply which, in such case, shall be disclosed and described in the prospectus of the Company.

Interim dividends may be paid on the Shares of any Subfund or Category of Shares out of the income attributable to the portfolio of assets relating to the relevant Subfund or Category, upon decision of the Board of Directors.

The dividends declared will normally be paid in the reference currency of the relevant Subfund or Category of Shares or, in exceptional circumstances, in such other currency as may be decided by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividends into the currency of their payment.

Dividends for bearer Shares that are declared by the Company but which remain unpaid, notably in case that no coupon has been tendered, may no longer be claimed after a five (5) years period and will revert to the relevant Subfund or the Company. No interests shall be paid on dividends declared by the Company.

No dividends shall be made if after such distribution the Company's capital would fall below than the minimum capital imposed by law. No dividends shall be declared in respect of accumulation Shares.

If so resolved by the Company's Board, no dividend shall be distributed if the amount falls short of the minimum amount defined from time to time by the Company's Board. In such cases, this minimum amount shall be automatically reinvested.

Art. 29. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Subfund or Category of Shares shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Subfund or Category in proportion of their holding of Shares in such Subfund or Category.

Art. 30. At any extraordinary general meeting of shareholders convened for the purpose of amending these Articles, the shareholders shall not validly deliberate unless at least one half (1/2) of the Shares then in issue are represented. If the said quorum is not reached, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. At both meetings, resolutions are adopted with a two thirds (2/3) majority of the votes cast. Votes not cast, votes of shareholders who have abstained from voting, votes which are void and votes which give no indication whether the shareholders vote for or against the resolution are excluded from the two-thirds majority computation.

Any amendment affecting the rights of the holders of Shares of any Subfund or Category of Shares vis-à-vis those of any other Subfund or Category shall be subject further to the said quorum and majority requirements in respect of such relevant Subfund or Category.

Art. 31. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the Law of 2010 as both may be amended from time to time.

Folgt die deutsche Übersetzung :

Art. 1. Es besteht zwischen den Unterzeichnenden und all denjenigen, die Anteilhaber werden, eine Gesellschaft in der Form einer "Aktiengesellschaft" namens "CBK SICAV" (die "Gesellschaft") die sich als eine "Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital" qualifiziert.

Art. 2. Die Gesellschaft besteht für einen unbegrenzten Zeitraum. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Anteilseigner der Gesellschaft aufgelöst werden, sofern der Beschluss in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form wie in Art. 29 der Satzung beschrieben erfolgt.

Art. 3. Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft ist die gemeinsame Anlage ihres Vermögens in Wertpapiere und andere Geldmarktinstrumente mit dem Ziel der Risikostreuung und um den Anteilseignern das Ergebnis der Verwaltung ihres Vermögens zukommen zu lassen, im Einklang mit Artikel 41 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das "Gesetz von 2010").

Die Gesellschaft kann jede Maßnahme treffen und alle Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich erachtet, in dem Umfang, wie es das Gesetz von 2010 (in der jeweiligen Fassung) erlaubt.

Art. 4. Der Geschäftssitz der Gesellschaft besteht in der Stadt Hesperange, im Großherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen oder andere Repräsentanzen können durch Beschluss des Verwaltungsrates (der "Verwaltungsrat") entweder in Luxemburg oder im Ausland errichtet werden. Durch Beschluss des Verwaltungsrats kann der Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden. Sofern und soweit gesetzlich zulässig, kann der Verwaltungsrat beschließen, den Gesellschaftssitz in eine andere Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg zu verlegen.

Falls der Verwaltungsrat entscheidet, dass Ereignisse höherer Gewalt geschehen sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normalen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder den laufenden Kontakt mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Geschäftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außerordentlichen Umstände beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital ist durch Anteile ohne Nennwert ("Anteile") dargestellt, die zusammen jederzeit dem Nettoinventarwert der Gesellschaft entsprechen.

Das Mindestkapital der Gesellschaft wird sechs Monate nach Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere ("OGAW") den Gegenwert in Britischen Pfund von einer Million zweihundertfünzigtausend (EUR 1.250.000) betragen.

Der Verwaltungsrat ist ohne Einschränkung berechtigt, jederzeit gemäß Artikel 25 Anteile auszugeben zu dem nach Artikel 24 berechneten Anteilswert, ohne dass den bestehenden Anteilseignern der Gesellschaft ein Anrecht auf die neuen Anteile zu gewähren wäre. Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied (ein "Verwaltungsratsmitglied") oder einem Angestellten der Gesellschaft oder jeder anderen rechtmäßig bevollmächtigten Person die Befugnis übertragen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlungen für solche neuen Anteile entgegenzunehmen und diese auszuhändigen. Solche Anteile können, wie vom Verwaltungsrat beschieden, verschiedenen Anlagevermögen ("Subfonds") angehören die, wie ebenfalls vom Verwaltungsrat beschlossen, auf unterschiedliche Währungen lauten können. Jeder Subfonds umfasst jeweils einen separaten Teil des Vermögens der Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat kann ferner bestimmen, dass innerhalb eines Subfonds zwei oder mehrere Kategorien von Anteilen (die "Anteilkategorie") mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden können, wie z.B. ausschüttende oder thesaurierende Anteile oder Anteile mit einer spezifischen Gebührenstruktur oder in verschiedenen Währungen, wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Rechtsprospekt der Gesellschaft beschrieben.

Soweit nach den in den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen enthaltenen Bestimmungen zulässig und unter deren Einhaltung, darf der Verwaltungsrat zu jedem ihm angemessen erscheinenden Zeitpunkt, und im weitesten von den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen zulässigen Umfang, aber in Übereinstimmung mit den in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft aufgeführten Bestimmungen (i) neue Subfonds schaffen, die entweder die Kriterien für einen Feeder-OGAW oder die Kriterien für einen Master-OGAW erfüllen, (ii) jeden bestehenden Subfonds in einen Feeder-OGAW Subfonds umwandeln oder (iii) den Master-OGAW jedes seiner Feeder-OGAW Subfonds ändern.

Der Ertrag der Ausgabe von Anteilen eines Subfonds wird gemäß Artikel 3 dieser Satzung in Wertpapiere oder andere Vermögenswerte investiert, gemäß der Anlagepolitik, die der Verwaltungsrat für jeden Subfonds jeweils bestimmt hat.

Die Gesellschaft kann von Zeit zu Zeit Gratisanteile ausgeben, wobei der Nettoinventarwert pro Anteil dann auf dem Wege eines Splits verkleinert wird.

Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals werden die Nettovermögen jedes Subfonds, die nicht in GBP ausgedrückt sind, in GBP umgerechnet, und das Gesellschaftskapital entspricht der Summe der Nettovermögen aller Subfonds.

Art. 6. Der Verwaltungsrat kann beschließen, Anteile als Namens-und/oder Inhaberanteile auszugeben. Zertifikate für Inhaberanteile werden in vom Verwaltungsrat zu beschließenden Stückelungen ausgegeben. Zertifikate über ausschüttende Anteile in Inhaberform müssen mit Ertragsscheinen versehen sein. Wenn ein Anteilseigner von Inhaberanteilen die Zusendung oder den Austausch seiner Zertifikate in diejenigen einer anderen Anteilkategorie bzw. den Umtausch in Namensanteile (oder umgekehrt) wünscht, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Inhaberanteile können durch Globalurkunden repräsentiert sein.

Eine Übertragung von durch Globalurkunden verbrieften Inhaberanteilen erfolgt durch Einbuchung auf das von den Finanzmittlern der Anteilinhaber bei den Clearingstellen eröffnete Depot, in Übereinstimmung mit den geltenden Gesetzen und den Vorschriften und Verfahrensweisen der jeweiligen mit der Übertragung befassten Clearingstelle.

Im Falle von Namensanteilen, oder wenn der Verwaltungsrat beschließt, dass die Anteilseigner eines Subfonds keine physischen Anteilszertifikate erhalten oder wenn ein Anteilseigner keine Zertifikate zu erhalten wünscht, wird ihm stattdessen eine Bestätigung seines Anteilsbesitzes zugestellt. Wünscht ein Anteilseigner eines Namensanteils, dass ihm eine Bestätigung oder Anteilszertifikate für seine Anteile ausgestellt und zugesandt wird, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Bei Namensanteilen können Bruchteile von Anteilen ausgegeben werden, welche auf oder abgerundet werden gemäß den Bestimmungen des geltenden Rechtsprospektes der Gesellschaft. Bei Inhaberanteilen werden keine Bruchteile ausgegeben.

Anteilszertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet. Unterschriften der Mitglieder des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder als Faksimile geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

Die Gesellschaft kann Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen in einer Form ausstellen, die der Verwaltungsrat jeweils beschließen wird.

Anteile werden nach Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Kaufpreises gemäß Artikel 25 ausgegeben. Der Zeichner wird innerhalb banküblicher Fristen nach der Annahme der Zeichnung und Eingang des Kaufpreises die Berechtigung an den Anteilen und, auf Antrag, wie oben dargelegt, ein Anteilszertifikat erhalten.

Zahlungen von Dividenden an Anteilseigner erfolgen, soweit es sich um Namensanteile handelt, an ihre Anschrift im Gesellschaftsregister ("Register") oder an jene Anschrift, die der Gesellschaft schriftlich angegeben worden ist. Bezüglich Inhaberanteilen erfolgt die Zahlung von Dividenden gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins.

Die Anteilseigner sämtlicher ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden im Register eingetragen, das von der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere Personen/Firmen geführt wird, die hierzu vom Verwaltungsrat ernannt werden. In diesem Register soll der Name jedes Anteilseigners von Namensanteilen, sein Wohnsitz oder der gewöhnliche Aufenthalt und die Anzahl, die Subfonds und Anteilkategorie der von ihm gehaltenen Anteile eingetragen werden. Die Übertragung und die Rückgabe eines Namensanteils werden in das Register eingetragen nach Zahlung einer üblichen Gebühr, die von der Gesellschaft für eine derartige Registrierung festgelegt wird.

Anteile sind frei von Beschränkungen der Übertragbarkeit und Ansprüchen zu Gunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt durch die Aushändigung der entsprechenden Anteilszertifikate.

Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt durch Eintragung in das Aktienregister ggf. anlässlich der Aushändigung der Bestätigungen oder Zertifikate über diese Anteile (soweit ausgegeben) zusammen mit solchen Dokumenten für die Übertragung, die der Gesellschaft notwendig erscheinen.

Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft an die Anteilseigner können an die Adresse geschickt werden, die in das Register eingetragen wurde. Falls ein Anteilseigner diese Anschrift nicht mitteilt, kann eine entsprechende Notiz in das Register eingetragen werden. In Folge kann die Gesellschaft davon ausgehen, die Anschrift des Anteilseigners befände sich am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einer anderen Adresse, wie von der Gesellschaft beschlossen, bis der Anteilseigner der Gesellschaft eine andere Anschrift schriftlich mitteilt. Der Anteilseigner kann zu jeder Zeit seine in dem Register eingetragene Anschrift korrigieren, durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Geschäftssitz oder an eine Anschrift, gemäß Bestimmung der Gesellschaft.

Im Falle der Ausgabe von Bruchteilsanteilen wird ein solcher Bruchteil in das Register eingetragen. Dieser Bruchteil beinhaltet keine Stimmberechtigung, jedoch berechtigt er, in dem Umfang wie von der Gesellschaft festgelegt, zu einem entsprechenden Anteil an der Dividende und am Liquidationserlös. Bei Inhaberanteilen werden nur Anteilszertifikate ausgegeben, die volle Anteile darstellen.

Art. 7. Falls ein Anteilseigner von Inhaberanteilen zur Zufriedenstellung der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilszertifikat verlegt, beschädigt oder zerstört ist, kann ein Duplikat des Anteilszertifikats ausgestellt werden, sofern die von der Gesellschaft verlangten Bedingungen und Garantien erfüllt sind, einschließlich aber nicht abschließend einer Bürgschaft eines Versicherungsunternehmens. Mit der Ausgabe eines neuen Anteilszertifikats mit dem Vermerk "Duplikat" wird das ursprüngliche Anteilszertifikat ungültig.

Die Gesellschaft ist berechtigt, nach ihrem Gutdünken dem Anteilseigner die zusätzlichen Kosten für die Beschaffung eines Duplikats oder die Ausstellung eines neuen Anteilszertifikates in Ersetzung des verlegten, beschädigten oder zerstörten Zertifikats zu belasten.

Art. 8. Der Verwaltungsrat hat das Recht, solche Einschränkungen zu erlassen, die er für notwendig erachtet, um sicherzustellen, dass keine Anteile eines Subfonds oder einer Anteilskategorie von einer Person (im folgenden "ausgeschlossene Person" genannt) erworben oder gehalten werden:

a) welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzt oder gemäß den Bestimmungen des Prospekts vom Anteilseigentum ausgeschlossen ist; oder

b) deren Anteilsbesitz nach Meinung des Verwaltungsrats dazu führt, dass die Gesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte oder erleiden würde.

Die Gesellschaft kann den Besitz von Anteilen durch eine ausgeschlossene Person einschränken oder untersagen. Insbesondere kann die Gesellschaft das Anteilseigentum durch eine natürliche Person, Gesellschaft oder juristische Person einschränken oder ausschließen, insbesondere (ohne Beschränkung) durch jegliche "US Person", wie nachstehend definiert. Hierfür kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Anteilen oder die Registrierung von Anteilsübertragungen ablehnen, von denen sie annimmt, dass die Ausgabe oder Registrierung dazu führen könnte, dass dadurch ein wirtschaftliches Eigentum an solchen Anteilen durch eine Person begründet würde, die von dem Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;

b) jederzeit von jeder namentlich registrierten Person verlangen, dem Register alle Angaben zu liefern, die sie für notwendig erachtet zwecks Klärung der Frage, ob diese Anteile tatsächlich im Eigentum einer Person stehen oder stehen werden, die vom Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;

c) falls die Gesellschaft der Überzeugung ist, dass eine ausgeschlossene Person, entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person, rechtlicher oder tatsächlicher Eigner der Anteile ist, und falls diese Person die Anteile nicht einer berechtigten Person überträgt, kann die Gesellschaft zwangsweise von diesem Anteilseigner alle von demselben gehaltene Anteile wie folgt zurücknehmen:

(1) die Gesellschaft wird dem Anteilseigner, der als der Eigner der betroffenen Anteile gilt, eine Aufforderung zustellen (nachstehend die "Rücknahme-Aufforderung" genannt), wobei sie, wie oben beschrieben, die zurückzukaufenden Anteile, den für diese Anteile zu zahlenden Preis und den Ort, wo der Kaufpreis im Hinblick auf diese Anteile zahlbar ist, bestimmt. Jede solche Rücknahme-Aufforderung kann einem solchen Anteilseigner auf dem Postweg zugestellt werden, durch frankiertes Einschreiben an die zuletzt bekannte oder im Aktienregister der Gesellschaft eingetragene Anschrift des Anteilseigners. Der Anteilseigner ist daraufhin verpflichtet, ggf. der Gesellschaft die Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen, auf die sich die Rücknahme-Aufforderung bezieht, zurückzugeben. Unmittelbar nach Geschäftsschluss am Tag, der in der Rücknahme-Aufforderung genannt ist, verliert der Anteilseigner sein Eigentumsrecht an den in der Rücknahme-Aufforderung genannten Anteilen, und sein Name wird im Register gelöscht.

(2) Der Preis (nachstehend "Rücknahmepreis" genannt), zu dem die genannten Anteile gemäß Rücknahme-Aufforderung gekauft werden, ist der Betrag, der dem Nettoinventarwert der Anteile je Subfonds und Anteilskategorie entspricht, wie er in Übereinstimmung mit Artikel 24 dieser Satzung berechnet wird.

(3) Die Zahlung des Rücknahmepreises wird dem Eigner solcher Anteile in der Währung des jeweiligen Subfonds bzw. der jeweiligen Anteilskategorie geleistet und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (wie in der Rückaufnahme-Aufforderung beschrieben) zur Zahlung, ggf. gegen Aushändigung der Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen oder gegen die Erbringung eines sonstigen für die Gesellschaft akzeptablen Eigentumsnachweises, hinterlegt werden. Nach Hinterlegung dieses Kaufpreises verliert die Person sämtliche Rechte wie in der Rücknahme-Aufforderung aufgeführt, sowie alle weiteren Rechte an den Anteilen, oder irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Vermögenswerte; ausgenommen ist das Recht der als berechtigter Eigentümer erscheinenden Person den so hinterlegten Rücknahmepreis (ohne Zinsen) seitens der Hinterlegungsstelle wie oben beschrieben zu erhalten.

(4) Die Ausübung der ihr gemäß diesem Artikel zustehenden Rechte durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder als ungültig angesehen werden, dass kein ausreichender Nachweis des Eigentumsrechts von Anteilen einer Person vorgelegen hat, oder dass der tatsächliche oder rechtliche Eigner von Anteilen ein anderer war, als es gegenüber der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmeaufforderung erschien, vorausgesetzt, dass die besagten Rechte durch die Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt worden sind;

d) die Stimmabgabe an einer Gesellschafterversammlung durch irgendeine Person ablehnen, die keine Anteile an der Gesellschaft halten darf.

Wenn immer gebraucht in dieser Satzung, bezeichnet der Begriff "US Person" jeden Staatsbürger oder Anwohner der Vereinigten Staaten von Amerika oder eine in den Vereinigten Staaten oder einem Staat, Territorium oder Besitztum der Vereinigten Staaten gegründete oder existierende Partnerschaft, oder eine Gesellschaft, die gegründet wurde nach dem Recht der Vereinigten Staaten oder einem Staat, Territorium oder Besitztum der Vereinigten Staaten, oder jegliche Vermögensmasse oder Trust, außer Vermögensmassen oder Trusts, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der Vereinigten Staaten für die Berechnung des Bruttoeinkommens für die zu zahlende US Einkommenssteuer nicht berücksichtigt werden.

Art. 9. Jede ordnungsgemäß abgehaltene Generalversammlung der Anteilseigner bzw. eines Subfonds oder einer Anteilskategorie stellt das oberste Organ der Gesellschaft bzw. des Subfonds oder der Anteilskategorie dar. Die Generalversammlung der Anteilseigner hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Rechtshandlungen, die sich auf die Geschäfte der Gesellschaft bzw. eines Subfonds oder einer Anteilskategorie beziehen, anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Anteilseigner hat, übt letzterer alle Befugnisse der Generalversammlung der Anteilseigner aus.

Art. 10. Die jährliche Generalversammlung der Anteilseigner wird in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort in Luxemburg abgehalten und findet jedes Jahr am 1. April um 11:00 Uhr statt. Falls dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg ist, wird die Generalversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag in Luxemburg abgehalten. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls außergewöhnliche Umstände dies nach freiem Ermessen des Verwaltungsrats erforderlich machen.

Sofern nach Luxemburger Recht zulässig und unter Berücksichtigung der in den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen vorgeschriebenen Bedingungen, kann die jährliche Hauptversammlung der Anteilsinhaber an anderen als dem oben genannten Datum, Zeitpunkt und Ort abgehalten werden, die jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt werden.

Andere Generalversammlungen können an dem Ort und zu dem Zeitpunkt abgehalten werden, die in der entsprechenden Einladung bestimmt sind.

Eine Generalversammlung ist einzuberufen, wenn Anteilseigner, welche zusammen ein Zehntel (1/10) des Gesellschaftskapitals darstellen, dies verlangen.

Art. 11. Getrennte Versammlungen der Anteilseigner eines bestimmten Subfonds oder einer bestimmten Anteilskategorie können auf Antrag des Verwaltungsrats einberufen werden. Für die Beschlussfähigkeit und Abstimmungen gelten die in Artikel 12 niedergelegten Regelungen sinngemäß. Eine getrennte Versammlung der Anteilseigner kann bezüglich der betreffenden Subfonds oder Anteilskategorien über alle Angelegenheiten beschließen, die gemäß Gesetz oder dieser Satzung nicht der Generalversammlung oder dem Verwaltungsrat vorbehalten sind. Beschlüsse von getrennten Versammlungen der Anteilseigner dürfen nicht in die Rechte von Anteilseignern anderer Subfonds oder Anteilskategorien eingreifen.

Art. 12. Die gesetzlichen Fristen und Formalitäten gelten für die Einberufung von Generalversammlungen oder von getrennten Versammlungen von Anteilseignern, sofern nicht anders hierin bestimmt.

Unter Berücksichtigung der in den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen vorgeschriebenen Bedingungen kann in dem Einberufungsschreiben zur Hauptversammlung der Anteilsinhaber mitgeteilt werden, dass die Beschlussfähigkeit und die Mehrheitsbedingungen für diese Hauptversammlung anhand der an einem bestimmten Datum und Zeitpunkt vor der Hauptversammlung ausgegebenen und sich im Umlauf befindlichen Anteile festgesetzt werden (der "Erfassungszeitpunkt"). Das Recht eines Anteilsinhabers zur Teilnahme an einer Hauptversammlung der Anteilsinhaber und zur Ausübung der mit seinen Anteilen verbundenen Stimmrechte, wird anhand der von diesem Anteilsinhaber am Erfassungszeitpunkt gehaltenen Anteile festgesetzt.

Jeder Anteil eines Subfonds oder einer Anteilskategorie hat, unabhängig vom Nettoinventarwert des jeweiligen Anteils, das Recht auf eine Stimme, vorbehaltlich der durch diese Satzung auferlegten Einschränkungen.

Ein Anteilseigner kann sich bei jeder Versammlung von Anteilseignern durch eine schriftlich erteilte Vollmacht durch eine andere Person vertreten lassen. Die Bevollmächtigung muss spätestens 5 Geschäftstage in Luxemburg vor dem Datum der Hauptversammlung bei der im Einberufungsschreiben angegebenen Adresse hinterlegt werden. Der Verwaltungsrat kann diese Frist nach freiem Ermessen verkürzen oder auf diese verzichten. Anteilsinhaber können auch, im Ermessen des Verwaltungsrates, durch Videokonferenz oder jedes andere Telekommunikationsmittel bei jeder Versammlung der Anteilsinhaber teilnehmen, das ihre Identifikation erlaubt. Diese Mittel müssen den Anteilsinhaber eine effektive Beteiligung an der Versammlung der Anteilsinhaber ermöglichen. Das Protokoll der Versammlung muss fortlaufend übertragen werden.

Sofern vorgesehen, werden Anteilsinhaber, die an einer Hauptversammlung per Videokonferenz oder durch andere Telekommunikationsmittel, welche ihre Identifizierung erlauben, zum Zwecke des Quorums bzw. der Mehrheitsermittlung als anwesend angesehen. Solche Telekommunikationsmittel müssen die technischen Voraussetzungen dafür erfüllen, dass eine effektive Beteiligung an der Hauptversammlung sichergestellt ist und die Beratungen fortwährend übertragen werden.

Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen in der Einladung zur Hauptversammlung bestimmen, dass die Anteilhaber ihre Stimme mittels Wahlschein ("formulaire") in englischer Sprache abgeben können.

Jeder Wahlschein ("formulaire") muss durch Übergabeeinschreiben mit Empfangsbestätigung, durch Einschreiben, durch den Kurierdienst eines international anerkannten Kurierdienstunternehmens am Sitz der Gesellschaft oder per Fax unter der Faxnummer am Sitz der Gesellschaft eingehen.

Ein Wahlschein ("formulaire"), der nicht die folgenden Angaben und Auskünfte enthält, ist als nichtig zu betrachten und wird für Quorumzwecke nicht beachtet:

- Name und Geschäftssitz und/oder Wohnsitz des entsprechenden Anteilinhabers;
- Gesamtzahl der Anteile, die vom entsprechenden Anteilinhaber gehalten werden und, sofern anwendbar, Anzahl der Anteile jeder Anteilskategorie, die vom entsprechenden Anteilinhaber gehalten werden;
- Tagesordnung der Hauptversammlung;
- Angabe des entsprechenden Anteilinhabers in Bezug auf jede der vorgeschlagenen Beschlussfassungen, für wie viele der von dem Anteilinhaber gehaltenen Anteile er sich der Stimme enthält, für oder gegen diese vorgeschlagene Beschlussfassung stimmt; und
- Name, Titel und Unterschrift des ordnungsgemäß autorisierten Vertretungsberechtigten des entsprechenden Anteilinhabers.

Jeder Wahlschein ("formulaire") muss bei der Gesellschaft nicht später als 11:00 Uhr Luxemburger Zeit an dem letzten Luxemburger Bankarbeitstag vor dem Tag der Hauptversammlung der Anteilinhaber eingehen. Jeder Wahlschein ("formulaire"), der nach diesem Zeitpunkt bei der Gesellschaft eingeht, wird für Quorumzwecke nicht beachtet.

Ein Wahlschein ("formulaire") gilt als eingegangen:

- (a) wenn durch Übergabeeinschreiben mit Empfangsbestätigung, durch Einschreiben, durch den Kurierdienst eines international anerkannten Kurierdienstunternehmens am Sitz der Gesellschaft übermittelt, zum Zeitpunkt der Übergabe; oder
- (b) wenn per Fax übermittelt, zu der auf dem Übertragungsbericht des empfangenden Faxgerätes gemeinsam mit der Sendenummer registrierten Zeit.

Sofern nicht im Gesetz oder in Artikel 30 dieser Satzung anderweitig bestimmt, werden Beschlüsse an einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung von Anteilseignern oder einer Versammlung eines Subfonds oder einer Anteilskategorie durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Als abgegebene Stimmen gelten jedoch nicht Stimmen von auf der Versammlung vertretenen Anteile, die nicht an der Abstimmung teilgenommen oder sich enthalten haben oder für die ein leerer oder ungültiger Stimmzettel abgegeben wurde.

Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die durch die Anteilseigner zu erfüllen sind, um an einer Versammlung der Anteilseigner teilnehmen zu können.

Die von einem solchen alleinigen Anteilseigner gefassten Beschlüsse werden in einem Protokoll niedergeschrieben.

Art. 13. Die Anteilseigner versammeln sich auf Einladung durch den Verwaltungsrat, die die Tagesordnung enthält. Diese Einladung erfolgt in Bezug auf Namensanteilseigner brieflich an im Anteilsregister eingetragene Anschrift wenigstens 8 Tage vor der Generalversammlung. Die Einladung benennt Ort und Modalitäten für die Bereitstellung des Jahresabschlusses sowie des Berichtes des zugelassenen Abschlussprüfers und des Verwaltungsberichtes und präzisiert, dass diese Dokumente angefordert werden können.

Falls Inhaberanteile ausgegeben sind, muss die Einberufung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations in Luxemburg, in einer Luxemburger Zeitung und in einer oder mehreren anderen Zeitungen nach Wahl des Verwaltungsrats, in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 10 August 1915 über Handelsgesellschaften ("das Gesetz von 1915") veröffentlicht werden.

Wenn alle Anteilseigner auf einer Generalversammlung anwesend oder vertreten sind und bestätigen, dass sie von der Tagesordnung der Versammlung informiert wurden, kann die Generalversammlung ohne vorherige Einladung erfolgen.

Anteilseigner, die zusammen mindestens ein Zehntel (1/10) des Gesellschaftskapitals darstellen, können unter Wahrung einer fünfjährigen (5) Frist verlangen, dass zusätzliche Punkte auf die Tagesordnung gesetzt werden.

Art. 14. Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die nicht Anteilseigner sein müssen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Anteilseigner anlässlich der Generalversammlung für eine Dauer von maximal 6 Jahren gewählt und sind wieder wählbar. Verwaltungsratsmitglieder werden mit der einfachen Mehrheit der in der Generalversammlung abgegebenen Stimmen gefasst. Als abgegebene Stimmen gelten jedoch nicht Stimmen von auf der Versammlung vertretenen Anteile, die nicht an der Abstimmung teilgenommen oder sich enthalten haben oder für die ein leerer oder ungültiger Stimmzettel abgegeben wurde. Sollte die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder in sonstiger Weise nicht mehr besetzt sein, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder auf dem Weg der Nachwahl mit einfacher Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Generalversammlung besetzen wird.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann durch Beschluss der Generalversammlung der Anteilseigner abberufen werden.

Art. 15. Der Verwaltungsrat wird aus seiner Mitte einen Vorsitzenden wählen und kann aus seiner Mitte einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokolle der Verwaltungsratssitzung und der Generalversammlung verantwortlich ist.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz der Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit ernennen die Verwaltungsratsmitglieder eine andere Person zum vorübergehenden Vorsitzenden durch Mehrheitsbeschluss der Anwesenden.

Eine Sitzung des Verwaltungsrats kann durch den Vorsitzenden oder durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates an dem in der Einladung angegebenen Sitzungsort unter Angabe der Tagesordnung einberufen werden.

Briefliche, telegrafische, elektronische, Telefaxeinladungen oder Einladungen über andere elektronische Kommunikationsmittel zu den Sitzungen des Verwaltungsrats erfolgen an alle Mitglieder mindestens 24 Stunden vor Beginn einer solchen Sitzung, mit Ausnahme dringender Umstände, in welchem Falle diese in der Einladung anzuführen sind.

Unter Vorbehalt der nachfolgenden Bestimmungen ist der Verwaltungsrat nur bei einer ordnungsgemäß erfolgten Einberufung der Sitzung beschlussfähig.

Mit Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder kann auf ein Einberufungsschreiben verzichtet werden. Eine Einberufung ist nicht erforderlich für Sitzungen, deren Daten durch Verwaltungsratsbeschluss im Voraus festgelegt worden sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei einer Verwaltungsratssitzung durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats vertreten lassen. Die Vollmachtserteilung erfolgt brieflich, per Telegramm, Fernschreiber oder Fernkopierer oder über andere elektronische Kommunikationsmittel oder in jeder anderen Form wie vom Verwaltungsrat beschlossen.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Ausnahmen kann der Verwaltungsrat nur rechtsgültig beraten oder beschließen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind, wobei eine Teilnahme durch Telefon oder Videokonferenz oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form gestattet ist. Diese Kommunikationsmittel müssen den Verwaltungsratsmitgliedern eine effektive Beteiligung an der Verwaltungsratssitzung ermöglichen. Das Protokoll der Sitzung muss fortlaufend übertragen werden. Beschlüsse werden durch Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat bei Stimmgleichheit den Stichentscheid. Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden entscheidet die Stimme des Stellvertreters.

Die Verwaltungsratsmitglieder können auch auf dem Zirkularwege einen Beschluss herbeiführen, durch schriftliche Zustimmung auf einer oder mehrerer gleichlautenden Urkunden.

Falls die Verwaltungsratsmitglieder einstimmig per Zirkularbeschluss verfahren, ist es ihnen erlaubt, ihre Zustimmung in einer oder mehreren getrennten Ausfertigung(en) per Schreiben mitzuteilen. Das Datum eines solchen Beschlusses ist, sofern im Zirkularbeschluss nicht anders dargelegt, das Datum an dem die letzte Unterschrift erfolgt.

Der Verwaltungsrat kann auch einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte mit der Gesamtheit oder einem Teil der täglichen Geschäftsführung oder die Vertretung der Gesellschaft mit den vom Verwaltungsrat beschlossenen Befugnissen betrauen. Derartige Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat zurückgenommen werden.

Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen auch seine Vollmachten und Kompetenzen auf ein Gremium übertragen, das aus von ihm ernannten Personen (gleich ob Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte) besteht.

Art. 16. Die Protokolle jeder Verwaltungsratssitzung werden durch den Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, durch den vorübergehenden Vorsitzenden unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, die für Rechtsverfahren oder für andere Rechtszwecke erstellt werden, sind durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder zu unterzeichnen.

Art. 17. Der Verwaltungsrat ist mit den Kompetenzen ausgestattet, alle Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Gesellschaftsinteresse auszuführen, welche nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Generalversammlung der Anteilseigner vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat ist, insbesondere befugt die Anlagepolitik und Anlagerestriktionen für jeden Subfonds zu bestimmen.

Die Richtlinien für die Geschäftsführung der Gesellschaft berühren nicht die Anlagen oder Tätigkeiten, die den Anlagebeschränkungen unterliegen, die durch das Gesetz von 2002, die gesetzlichen Vorschriften in den Ländern, in denen die Anteile öffentlich zum Kauf angeboten werden, oder durch Beschlüsse des Verwaltungsrates festgelegt und im jeweiligen Verkaufsprospekt der Anteile beschrieben sind.

Die Gesellschaft kann nur folgende Anlagen tätigen:

(i) übertragbare Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse in einem anerkannten Land zugelassen sind. (Für diesen Zweck ist ein "anerkanntes Land" ein Mitgliedstaat der Organisation für ökonomische Zusammenarbeit und Entwicklung ("OECD") und jedes andere Land aus Europa, Nord-, Mittel- und Südamerika, Asien, Afrika und des Pazifischen Beckens; und/oder

(ii) übertragbare Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einem anderen geregelten Markt eines anerkanntes Landes, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden (ein "geregelter Markt"); und/oder

(iii) übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder auf einem geregelten Markt in einem anerkannten Land, beantragt wird, und sofern die Wahl dieser Börse oder dieses Marktes in den Gründungsurkunden des Organismus für gemeinschaftliche Anlagen in Wertpapiere ("OGAW") vorgesehen ist und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird; und/oder

(iv) Anteilen an Organismen für gemeinschaftliche Anlagen in Wertpapiere ("OGAW"), und/oder anderer Organismen für gemeinschaftliche Anlagen ("OGA") im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe a) und b) der Richtlinie 2009/65/EC, wie abgeändert, mit Sitz in einem Mitgliedstaat der EU oder einem Drittstaat, sofern

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die diese Organismen einer Aufsicht unterstellen, die nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht,

- das Schutzniveau der Anteilseigner dieser anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilseigner eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Sondervermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von übertragbare Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 2009/65/EC, wie abgeändert, gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit dieser anderen OGA Gegenstand von Halbjahres und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden.

Der OGAW oder dieser andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsurkunden insgesamt höchstens zehn (10) Prozent seines Sondervermögens in Anteile anderer OGAW oder anderer OGA anlegen dürfen; und/oder

(v) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens zwölf (12) Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union (ein "Mitgliedstaat") hat oder falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet -es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der CSSF denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind; und/oder

(vi) Geldmarktinstrumenten, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden, die liquide sind und deren Wert zu jeder Zeit genau bestimmt werden kann, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über den Einlagen und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, sie werden:

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat angehört, ausgegeben oder garantiert wird oder

- von einem Unternehmen ausgegeben, dessen Wertpapiere auf den unter den Buchstaben i), ii) und iii) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einbehält, begeben oder garantiert, oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn (10) Millionen Euro (10.000.000,- EUR) und das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der vierten Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassende Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser

Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll; und/oder

(vii) Abgeleiteten Finanzinstrumenten ("Derivaten") einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente im Einklang mit den Artikeln 41 (1) g) und 42 (2) des Gesetzes von 2010.

Mit der Maßgabe, dass die Gesellschaft ebenfalls Anlagen in andere übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente tätigen kann, vorausgesetzt, dass solche getätigte Gesamtanlagen zehn (10) Prozent des Nettovermögens des betroffenen Subfonds nicht übersteigen.

Die Gesellschaft darf bis zu fünfunddreißig (35) Prozent des Nettovermögens eines oder aller Subfonds in übertragbare Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente anlegen, die von einem Mitgliedstaat, einer Gebietskörperschaft eines Mitgliedstaates, einem anderem anerkannten Land oder einer internationalen Einrichtung öffentlichen rechtlichen Charakters, dem ein oder mehrere Mitgliedstaaten angehören, ausgegeben oder garantiert werden.

Weiter darf die Gesellschaft, im Einklang mit dem Prinzip der Risikostreuung, bis zu hundert (100) Prozent des Nettovermögens eines jeden Subfonds in übertragbare Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente anlegen, die von einem Mitgliedstaat, einer Gebietskörperschaft eines Mitgliedstaates, einem Mitgliedstaat der OECD oder einem anderem Staat, wenn er von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde anerkannt ist und in dem Verkaufsprospekt der Gesellschaft offen gelegt ist, oder einer internationalen Einrichtung öffentlichen rechtlichen Charakters, dem ein oder mehrere Mitgliedstaaten angehören, ausgegeben oder garantiert werden, mit der Maßgabe, dass der betroffenen Subfonds Wertpapiere von mindestens sechs verschiedenen Emissionen hält, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission dreißig (30) Prozent des Gesamtvermögens dieses Subfonds nicht überschreiten darf.

Jeder Subfonds darf im größtmöglichen zulässigen Umfang und unter Berücksichtigung der in den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen vorgeschriebenen Bedingungen, und in Übereinstimmung mit den in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft aufgeführten Bestimmungen, Anteile zeichnen, erwerben und/oder halten, die von einer oder mehreren anderen Subfonds der Gesellschaft ausgegeben wurden oder ausgegeben werden. In diesem Fall und unter Berücksichtigung der in den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen vorgeschriebenen Bedingungen, sind die mit diesen Anteilen verbundenen etwaigen Stimmrechte, aufgehoben solange sie von einem anderen Subfonds der Gesellschaft gehalten werden. Zusätzlich und solange diese Anteile von einem Subfonds der Gesellschaft gehalten werden, wird deren Wert nicht für die Berechnung des globalen Nettovermögens der Gesellschaft, zum Zwecke der Einhaltung der vom Gesetz von 2010 vorgesehenen Mindestgrenze des Nettovermögens, berücksichtigt.

Bei Anlagen in Anteile von anderen OGAWs und/oder anderen OGAs die unmittelbar oder mittelbar von dem Anlageverwalter der Gesellschaft (der "Anlageverwalter") oder von einer anderen Gesellschaft, die mit dem Anlageverwalter durch eine gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist (eine "verbundene Gesellschaft") verwaltet werden, so darf weder der Anlageverwalter noch die verbundene Gesellschaft Zeichnungs- oder Rücknahmegebühren auf die Anlagen der Gesellschaft in die Anteile solcher anderen OGAWs und/oder OGA in Rechnung stellen.

Der Verwaltungsrat kann ferner nach freiem Ermessen beschließen, dass Vermögenswerte im Wege der gemeinsamen Verwaltung von Anlagen anzulegen, wie im Prospekt der Gesellschaft beschrieben. Bei einer gemeinsamen Verwaltung werden Anlage- und Durchführungsentscheidungen auf konsolidierter Basis für die betroffenen gemeinsam verwalteten Anteile verwaltet. Jeder gemeinsam verwaltete Anteil enthält einen Anteil der gemeinsam verwalteten Anlagen, welcher proportional seinem Wert im Verhältnis zu den gemeinsam verwalteten Anlagen entspricht. Diese proportionale Beteiligung ist anwendbar auf jede Anlagekategorie, die im Rahmen der gemeinsamen Verwaltung erworben oder gehalten wird, und ihr Bestand ist nicht von den Anlage- oder Durchführungsentscheidungen abhängig. Zusätzliche Anlagen werden den gemeinsam verwalteten Anteilen in demselben Verhältnis zugeteilt, und veräußerte Anlagen werden anteilmäßig den von jedem gemeinsam verwalteten Anteil zustehenden Bestand angezogen.

Art. 18. Kein Vertrag oder sonstige Tätigkeit zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft in einer anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Anteilseigner, Geschäftsführer oder Angestellter oder sonstwie persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jedes andere Organ der Gesellschaft, das als Verwaltungsratsmitglied, Anteilseigner, Geschäftsführer oder Angestellter einer anderen Gesellschaft oder Firma dient, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, ist infolge einer solchen Verbindung mit der anderen Gesellschaften oder Firma, nicht verhindert für die Gesellschaft tätig zu sein und über deren Rechtsgeschäfte zu entscheiden.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss er dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis bringen und darf sich nicht mit solchen Geschäften befassen oder darüber abstimmen. Derartige Rechtsgeschäfte und Interessen eines Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers sind bei der nächsten Generalversammlung offen zulegen.

Die vorstehenden Bestimmungen wenden sich nicht an, wenn die betreffenden Geschäfte im Rahmen des alltäglichen Geschäftsgangs zu üblichen Bedingungen ausgeführt werden.

Der hier verwendete Ausdruck "persönliches Interesse" umfasst nicht jedes Interesse, das nur deshalb entsteht, weil das Rechtsgeschäft die Commerzbank AG, Commerz Funds Solutions S.A. (bzw. ein mit dieser Bank mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder ein anderes vom Verwaltungsrat bestimmtes Unternehmen betrifft.

Art. 19. Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, oder deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Verwalter von allen vernünftigerweise aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeinem Rechtsstreit/Klage oder gerichtlichen Verfahren freistellen, in das er als Partei einbezogen wurde, als Folge seiner Eigenschaft als aktives oder vormaliges Verwaltungsratsmitglied oder als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Verlangen der Gesellschaft, aufgrund einer Funktion bei einem anderen Unternehmen, mit dem die Gesellschaft vertraglich verbunden ist oder dessen Gläubiger sie ist, falls er bei einem solchen Rechtsstreit oder Klage nicht von jeder Verantwortung freigestellt wird. Ausgenommen sind Vorkommnisse, für welche er rechtskräftig aufgrund einer Klage oder einem Rechtsverfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt wird. Im Falle eines Vergleichs wird Schadenersatz nur im Zusammenhang mit Angelegenheiten geleistet, die durch den Vergleich gedeckt sind und hinsichtlich welcher die Gesellschaft von ihren Rechtsanwälten eine Bestätigung bekommt, dass die haftungspflichtige Person keine Pflichtverletzung trifft. Die vorstehenden Rechte auf Freistellung schließen andere Rechte nicht aus, auf die vorgenannten Personen einen berechtigten Anspruch haben.

Art. 20. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft verpflichtet.

Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die alleinige oder gemeinsame Unterschrift von Handlungsbevollmächtigten, welche vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigt wurden.

Art. 21. Die Generalversammlung der Gesellschaft ernennt einen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprise agréé"), der die in Artikel 154 des Gesetzes von 2010 beschriebenen Pflichten gegenüber der Gesellschaft wahrnimmt.

Art. 22. Wie nachfolgend im Einzelnen geregelt, hat die Gesellschaft das Recht, ihre Anteile jederzeit innerhalb der gesetzlichen Grenzen bezüglich des Mindestkapitals zurückzukaufen.

Jeder Anteilseigner kann beantragen, dass die Gesellschaft sämtliche oder einen Teil seiner Anteile zurückkauft.

Sofern die Gesellschaft an einem Handelstag (wie dieser Begriff im jeweils aktuellen Rechtsprospekt definiert ist) Rücknahmeanträge für mehr als eine bestimmte, gegebenenfalls im Prospekt bestimmte Prozentzahl der ausstehenden Anteile eines Subfonds erhält, ist sie nicht verpflichtet, an einem Handelstag mehr als die angegebene Anzahl von Anteil zurückzukaufen. Die Gesellschaft kann bestimmen, dass Rücknahmeanträge über die festgelegte Anzahl hinaus in Übereinstimmung mit den im Rechtsprospekt hierfür festgelegten Bestimmungen auf einen späteren Handelstag verschoben werden. Im Fall eines Aufschubs der Rücknahmen werden die betroffenen Anteile zu dem Wert am Tag der Durchführung der Rücknahme zurückgekauft. Der Verwaltungsrat kann beschließen, auch an den folgenden Bewertungstagen diese Aussetzung unter denselben Bestimmungen zu wiederholen.

Der Rücknahmepreis wird unter normalen Umständen nicht später als [8] Bankarbeitstage in Luxemburg nach dem betreffenden Handelstag bezahlt zu einem Rücknahmepreis, der auf dem Nettoinventarwerts pro Anteil des jeweiligen Subfonds oder der Anteilskategorie beruht, wie im Rechtsprospekt definiert.

Die Zahlung des Rücknahmepreises kann verzögert werden, sofern nach Auffassung des Verwaltungsrats aufgrund von speziellen gesetzlichen Vorschriften, z.B. Devisenausfuhrbestimmungen, oder in anderen außergewöhnlichen Umständen die Überführung des Rücknahmepreises innerhalb des vorstehenden Zeitrahmens nicht möglich ist.

Ein schriftlicher und unwiderruflicher Antrag auf Rücknahme ist vom Anteilseigner schriftlich an dem Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei einer anderen Person oder Einheit einzureichen, die von der Gesellschaft als Bevollmächtigter für die Rücknahme von Anteilen betraut wurde, bis zu dem im Rechtsprospekt festgelegten Zeitpunkt vor dem Annahmeschluss für Rücknahmen, wie im Rechtsprospekt für jeden Subfonds bestimmt. Das oder die Anteilszertifikate (sofern ausgegeben) der Anteile müssen mit hinreichendem Nachweis der Anteilsübertragung der Gesellschaft oder ihrem Bevollmächtigten zugegangen sein, bevor der Rücknahmepreis ausbezahlt wird.

Die Gesellschaft ist befugt, wenn der Verwaltungsrat so entscheidet, die Zahlung des Rücknahmepreises gegenüber einem Anteilsinhaber, welcher eine Sachauslage beantragt, durch die Zuteilung von Vermögenswerten aus dem Portfolio des betroffenen Subfonds durchzuführen, welche dem Wert nach (wie gemäß Artikel 24 errechnet) dem Wert des Anteilsbesitzes entspricht. Art und Kategorie der übertragenen Vermögenswerte sind in einem solchen Fall auf einer gerechten und vernünftigen Basis und ohne eine Beeinträchtigung der Rechte der anderen Anteilseigner des betroffenen Subfonds durchzuführen, und die angewandte Bewertung ist in einem besonderen Bericht des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft zu bestätigen.

Sofern im Rechtsprospekt zugelassen, kann jeder Anteilseigner den gänzlichen oder teilweisen Umtausch seiner Anteile eines Subfonds oder einer Anteilskategorie in Anteile eines anderen Subfonds oder einer anderen Anteilskategorie gemäß einer vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit entschiedenen und im jeweiligen Teil des Rechtsprospekts beschriebenen Umtauschformel. Der Umtausch von Anteilen (sofern zulässig) kann die Zahlung einer Gebühr auslösen, wie im jeweiligen Teil des Rechtsprospekts beschrieben.

Sofern der Wert des gesamten Nettovermögens eines einzelnen Subfonds oder einer Kategorie aus einem bestimmten Grund unter einen bestimmten Betrag sinkt bzw. diesen Betrag nicht erreicht, der vom Verwaltungsrat als angemessener Mindestbetrag für den jeweiligen Subfonds oder die jeweilige Kategorie festgelegt ist, oder sofern der Verwaltungsrat dies auf Grund von für den jeweiligen Subfonds bzw. die jeweilige Kategorie relevanten Änderungen der wirtschaftlichen oder politischen Lage für angemessen hält oder es im Interesse der jeweiligen Anteilinhaber ist, kann die Gesellschaft (ausnahmslos) alle Anteile des Subfonds bzw. der Kategorie zurücknehmen, oder den Subfonds bzw. die Kategorie mit einem

anderen Subfonds bzw. einer anderen Kategorie der Gesellschaft oder mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen verschmelzen. Eine solche Entscheidung, einen Subfonds bzw. Anteilskategorie zu verschmelzen, wird vor dem Wirksamkeitsdatum der Verschmelzung bekannt gemacht, und zwar unter Angabe der Gründe und der Verfahrensweise der Verschmelzung sowie näherer Informationen über den neuen Subfonds bzw. die neue Kategorie.

Bei Schließung des betreffenden Subfonds bzw. der betreffenden Kategorie, wird die Gesellschaft die Anteile zu einem Preis zurücknehmen, der die erwarteten Veräußerungs- und Liquidationskosten der Schließung des betreffenden Subfonds bzw. der betreffenden Kategorie widerspiegelt, ohne eine Rücknahmegebühr zu erheben.

Für die Zusammenlegung von mehreren Subfonds der Gesellschaft, die Zusammenlegung von Subfonds der Gesellschaft mit Subfonds anderer OGAW und die Zusammenlegung der Gesellschaft mit einem anderen OGAW sind die in dem Gesetz von 2010 enthaltenen diesbezüglichen Vorschriften sowie jede Durchführungsverordnung anwendbar. Demzufolge entscheidet der Verwaltungsrat über jede Zusammenlegung von Subfonds der Gesellschaft und von Subfonds der Gesellschaft mit Subfonds anderer OGAW, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt, die Entscheidung über die Zusammenlegung einer Versammlung der Anteilhaber der betroffenen Subfonds zu unterbreiten. Diese Versammlung bedarf keiner Beschlussfähigkeit und Entscheidungen werden mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Im Falle der Zusammenlegung der Gesellschaft mit einem anderen OGAW oder falls die Gesellschaft infolge der Zusammenlegung von einem Subfonds mit einem anderen OGAW aufgelöst wird, so muss die Versammlung der Anteilhaber diese Zusammenlegung genehmigen, wobei dieselben Vorschriften betreffend Beschlussfähigkeit und Mehrheitsbedingungen gelten wie für eine Änderung dieser Satzung.

Liquidations- und Rückkauf Erlöse, die von den Anteilhabern bei Abschluss der Liquidation eines Subfonds oder einer Kategorie nicht geltend gemacht wurden, werden bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs (6) Monaten; und nach diesem Zeitraum bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt. Die Erlöse verfallen, sofern sie nicht geltend gemacht werden, nach Ablauf von dreißig (30) Jahren.

Art. 23. Der Nettoinventarwert der Anteile ("Nettoinventarwert") jedes Subfonds und jeder Anteilskategorie werden von Zeit zu Zeit und wenigstens zweimal im Monat, wie im Rechtsprospekt jeweils festgelegt ("Bewertungstag"), bestimmt.

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Anteilswertes jedes Subfonds oder jeder Anteilskategorie, sowie die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme zeitweilig aussetzen:

- a) wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Nettoinventarwertes der Gesellschaft oder eines Subfonds die Bewertungsgrundlagen darstellen, (außer an gewöhnlichen Feiertagen) geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird; oder
- b) wenn es nach Ansicht des Verwaltungsrates aufgrund besonderer Umstände unmöglich ist, Vermögenswerte zu kaufen oder zu bewerten; oder
- c) wenn die normalerweise zur Kursbestimmung eines Wertpapiers des entsprechenden Subfonds eingesetzte Kommunikationstechnik zusammengebrochen oder nur bedingt einsatzfähig ist; oder
- d) wenn die Überweisung von Geldern zum Kauf oder zur Veräußerung von Kapitalanlagen der Gesellschaft unmöglich ist; oder
- e) im Fall einer Entscheidung, die Gesellschaft zu liquidieren, an oder nach dem Tag der Veröffentlichung der ersten Einberufung einer sich mit diesem Thema befassenden Generalversammlung der Anteilseigner zu diesem Zweck.

Bei Eintritt eines Ereignisses, welches die Liquidation der Gesellschaft zur Folge hat, oder nach Eingang einer entsprechenden Anordnung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde, wird die Gesellschaft die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Anteilen unverzüglich einstellen.

Anteilseigner, die ihre Anteile zur Rücknahme oder Umtausch angeboten haben, werden umgehend über eine solche Aussetzung benachrichtigt.

Die Aussetzung bezüglich eines Subfonds hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Anteilswertes eines anderen Subfonds.

Art. 24. Der Nettoinventarwert jedes Subfonds und jeder Anteilskategorie wird in GBP oder in der betreffenden Währung des betroffenen Subfonds oder der betroffenen Anteilskategorie pro Anteil bestimmt.

Das Nettovermögen des betreffenden Subfonds und/oder der betreffenden Anteilskategorie, bestehend aus den Aktiva der Gesellschaft bezüglich des Subfonds oder der Kategorie abzüglich der Verbindlichkeiten bezüglich des Subfonds / der Kategorie, durch die Anzahl der ausstehenden Anteile des Subfonds / der Kategorie geteilt wird.

Die Bewertung des Nettoinventarwerts der verschiedenen Subfonds erfolgt in folgender Weise:

(A) Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten folgendes:

- a) sämtliche verfügbaren Kassenbestände bzw. auf Konto, zuzüglich aufgelaufene Zinsen;
- b) alle Wechsel und andere Guthaben auf Sicht (inklusive der Erlöse von Wertpapierverkäufen, die noch nicht gutgeschrieben sind);
- c) alle Wertpapiere, Aktien, fest- und variabelverzinsliche Wertpapiere, Obligationen, Options- oder Subskriptionsrechte und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft;

d) alle Dividenden und fälligen Ausschüttungen zugunsten der Gesellschaft in bar oder in anderer Form, soweit der Gesellschaft bekannt, unter Voraussetzung, dass die Gesellschaft die Wertänderung im Marktwert der Wertpapiere infolge der Handelspraktiken wie z.B. im Handel ex Dividende bzw. ex Bezugsrechte anpassen muss;

e) alle aufgelaufenen Zinsen auf verzinsliche Wertpapiere, die die Gesellschaft hält, soweit nicht solche Zinsen in der Hauptforderung enthalten sind;

f) alle anderen Vermögenswerte gleich welcher Art, einschließlich zurückgestellter Auslagen.

Der Wert solcher Anlagewerte wird wie folgt festgelegt:

1) Der Wert von frei verfügbaren Kassenbeständen bzw. Einlagen, Wechsel und Sichtguthaben, vorausbezahlte Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen gemäß Bestätigung oder aufgelaufen, aber nicht eingegangen, wie oben dargestellt, soll zum vollen Betrag verbucht werden, es sei denn aus irgendeinem Grund sei die Zahlung wenig wahrscheinlich oder nur ein Teil einbringlich, in diesem Fall soll der Wert hiervon nach Reduktion eines Abschlages im Ermessen der Gesellschaft ermittelt werden, um den tatsächlichen Wert festzustellen.

2) Bei der Bestimmung des Werts eines Subfonds oder einer Anteilskategorie werden Anteile an einem OGA des offenen Typs mit ihrem zuletzt verfügbaren tatsächlichen oder geschätzten Nettoinventarwert bewertet, wie dieser an dem Bewertungstag, an dem der Nettoinventarwert der Anteile bestimmt wird, hilfsweise zu dem letzten dem Bewertungstag vorausgegangenen Nettoinventarwert, festgelegt wird.

3) In Hinblick auf von der Gesellschaft gehaltene Anteile, für welche die Ausgabe und der Rückkauf eingeschränkt sind und ein Handel auf dem Zweitmarkt zwischen Händlern durchgeführt wird, welche als market makers Preise in Abhängigkeit von Marktbedingungen anbieten, kann der Verwaltungsrat beschließen, die Anteile zu dem so festgelegten Preis zu bewerten.

4) Im Falle besonderer Umstände, welche zu einer wesentlichen Änderung des Nettoinventarwertes von Anteilen in einem anderen OGA seit der letzten Festlegung des Nettoinventarwertes geführt haben, kann die Gesellschaft den Wert dieser Anteile anpassen, um nach dem pflichtgerechten Ermessen des Verwaltungsrats die Wertänderung wiederzuspiegeln.

5) Zum Anlagevermögen gehörende Wertpapiere (einschließlich Anteile an geschlossenen OGA), die amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Kurs, wenn angemessen zum Mittelpreis, an dem Hauptmarkt, an dem diese Wertpapiere gehandelt werden, bewertet. Alle anderen Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden so bewertet, dass ihr Wert dem eines notierten Wertpapiers so nah wie möglich kommt.

6) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt gehandelt werden oder Wertpapiere, die börsennotiert sind, aber für die kein Marktwert erhältlich ist oder deren Kurs nicht dem tatsächlichen Marktwert entspricht, werden von dem Verwaltungsrat unter Anwendung der gebotenen Vorsicht nach Treu und Glauben zu ihren wahrscheinlichen Realisierungswerten angesetzt, in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Bewertungskriterien und -verfahren.

7) Geldmarktinstrumente und liquide Mittel werden zum jeweiligen Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.

Alle Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten, die nicht auf die Währungen des entsprechenden Subfonds lauten, werden in die jeweilige Währung des betreffenden Subfonds zu dem am Bewertungszeitpunkt von einer Bank oder einem anderen verantwortlichen Finanzinstitut mitgeteilten Wechselkurs umgerechnet.

(B) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft sollen folgendes beinhalten:

a) alle Kreditaufnahmen, Wechsel und andere fälligen Beträge;

b) alle fälligen bzw. aufgelaufenen administrativen Aufwendungen (einschließlich Verwaltungsgebühren, Depotbankgebühren, Versicherungsleistungen für Vertreter der Gesellschaft sowie alle sonstigen Gebühren, die jeglichen Vertretern und Angestellten der Gesellschaft zu zahlen sind, sowie die Gründungs- und Registrierungskosten, Kosten von Veröffentlichungen und Prospektdruck, der Jahresabschlüsse und anderer Dokumente, die den Anteilseignern verfügbar gemacht werden, Marketing- und Werbungsaufwendungen.

c) alle fälligen und noch nicht fälligen bekannten Verbindlichkeiten einschließlich fälliger vertraglicher Verpflichtungen zur Übertragung von Geld oder Eigentum, und inklusive der erklärten aber noch nicht bezahlten Dividenden, deren Bewertungsdatum mit dem Umsetzungsdatum zugunsten der betroffenen Person zusammenfällt oder diesem nachfolgt;

d) ein angemessener für die Kapital- und Einkommenssteuer zurückgestellter Betrag, berechnet auf den Tag der Bewertung sowie andere Rückstellungen oder Reserven, die vom Verwaltungsrat genehmigt sind; und

e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien ausgenommen Verbindlichkeiten in Bezug auf Anteile zugunsten Dritter.

Zum Zwecke der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft alle administrativen und sonstigen Aufwendungen mit regelmäßigem bzw. periodischem Charakter mit einbeziehen, indem sie diese für das gesamte Jahr oder jede andere Periode bewertet und den sich ergebenden Betrag proportional auf die jeweilige aufgelaufene Zeitperiode aufteilt.

(C) Für jeden Subfonds wird der Verwaltungsrat in folgender Weise ein Anlagevermögen erstellen:

a) Der Erlös der Zuteilung und Ausgabe von Anteilen jedes Subfonds soll in den Büchern der Gesellschaft demjenigen Anlagevermögen zugeordnet werden, für das dieser Subfonds eröffnet worden ist und die entsprechenden Anlagewerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen sollen diesem Anlagevermögen gemäß den Richtlinien dieses Artikels zugeordnet werden.

b) Wenn irgendein Anlagewert von einem anderen Aktivum abgeleitet worden ist, sollen derartige abgeleitete Aktiva in den Büchern der Gesellschaft dem gleichen Subfonds zugeordnet werden, wie die Aktiva, von denen sie herkommen und bei jeder neuen Bewertung eines Anlagewerts wird der Wertzuwachs bzw. Wertverlust dem betreffenden Subfonds zugeordnet.

c) Falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingegangen ist, die in Beziehung zu irgendeinem Aktivum eines bestimmten Subfonds oder zu irgendeiner Aktivität in Zusammenhang mit einem Aktivum irgendeines Subfonds steht, wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Subfonds zugeordnet, und der außenstehende Gläubiger ist nur gegenüber dem betroffenen Subfonds berechtigt.

d) Ab dem Tage an dem eine Dividende für einen Subfonds erklärt wird, ermäßigt sich der Nettoinventarwert dieses Subfonds um den Dividendenbetrag.

(D) Für den Zweck der Bewertung im Rahmen dieses Artikels gilt folgendes:

a) Anteile, die gemäß Artikel 22 zurückgekauft werden, sollen als bestehende behandelt und eingebucht werden bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat oder dessen Bevollmächtigten festgelegten Zeitpunkt, an dem eine solche Bewertung durchgeführt wird, und von diesem Zeitpunkt an bis der Preis hierfür bezahlt ist werden sie als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft behandelt;

b) alle Anlagen, Kassenbestände und übrigen Aktiva irgendeines Anlagevermögens, die nicht auf die Währung des betreffenden Subfonds oder der betreffenden Anlagekategorie lauten, werden unter Berücksichtigung ihres Marktwertes zu dem an dem Tag und der Uhrzeit der Nettoinventarwertberechnung geltenden Wechselkurs umgerechnet; und

c) an jedem Bewertungstag müssen alle Käufe und Verkäufe von Wertpapieren, die durch die Gesellschaft an eben diesem Bewertungstag kontrahiert wurden, soweit möglich, in die Bewertung mit einbezogen werden.

d) die vorstehende Bewertung soll widerspiegeln, dass die Gesellschaft sämtliche Gebühren für vertragliche vereinbarte Performance durch Anlageverwalter oder sonstige trägt, sowie Depotbank-, Domizilierungs-, Registrierungs- und Transferagenten-, Wirtschaftsprüfer- und Rechtsberatungsgebühren sowie die Gebühren anderer Dienstleister, sowie ferner die Gebühren für Jahresberichte, Publikationsgebühren und alle sonstigen allfälligen Verwaltungs- und Steuerlasten, soweit anwendbar.

Art. 25. Wann immer die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, soll der Preis der angebotenen Anteile auf dem Nettoinventarwert (wie oben definiert) basieren für den jeweiligen Subfonds bzw. die jeweilige Anteilskategorie, erhöht um eine Verkaufsgebühr, sofern vom Verwaltungsrat bestimmt und im geltenden Prospekt der Gesellschaft angegeben. Wenn eine Verkaufsgebühr an die Gesellschaft gezahlt wird, muss die Gesellschaft sicherstellen, dass das Prinzip der Gleichbehandlung aller Anteilnehmer beachtet wird. Der Preis ist voll einzuzahlen.

Der so errechnete Preis ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat zu beschließenden Zeitraums zahlbar, wie im Rechtsprospekt beschrieben.

Ausnahmsweise kann der Verkaufspreis mit Zustimmung des Verwaltungsrats und in Übereinstimmung mit allen anwendbaren Gesetzen insbesondere mittels einer Sonderbewertung der betreffenden Sacheinlagen durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft derart geleistet werden, dass der Gesellschaft vom Erwerber in Übereinstimmung mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen Wertpapiere übertragen werden.

Art. 26. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines Jahres.

Art. 27. Die Jahresabschlussprüfung der Gesellschaft erfolgt in GBP.

Falls gemäß Artikel 5 verschiedene Subfonds bestehen deren Anteilswerte in anderen Währungen ausgedrückt sind, wird der geprüfte Jahresabschluss in Bezug auf diese Subfonds in der Währung des jeweiligen Subfonds ausgedrückt. In diesem Fall werden diese Abschlüsse des Subfonds für den konsolidierten Abschluss der Gesellschaft in GBP umgerechnet.

Der Jahresabschluss, einschließlich der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung, der Bericht des Verwaltungsrats und die Einladung zur Jahreshauptversammlung wird allen Anteilseignern 15 Tage vor der Jahreshauptversammlung am Gesellschaftssitz zur Verfügung gestellt.

Art. 28. Getrennte Versammlungen der Anteilseigner eines Subfonds oder einer Anteilskategorie können auf Vorschlag des Verwaltungsrats im Rahmen der auf jeden Subfonds oder jede Anteilskategorie anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen bestimmten, wie der Gewinn verwertet werden soll.

Dividenden für einen Subfonds oder eine Anteilskategorie können Zuteilungen von einem Ausgleichskonto enthalten, wie es für jeden Subfonds oder jede Anteilskategorie eröffnet werden kann und welches bei einer Zeichnung für den jeweiligen Subfonds oder die jeweilige Anteilskategorie erhöht und bei einer Rücknahme belastet wird, im Verhältnis zu dem auf diesen Anteil entfallenden angelaufenen Gewinn. Der Verwaltungsrat kann nach seinem Ermessen entscheiden, eine andere Ausgleichsmethode anzuwenden, welche gegebenenfalls den Anlegern mitgeteilt und im Rechtsprospekt beschrieben wird.

Zwischendividenden jedes Subfonds oder jeder Anteilkategorie können zu jeder Zeit durch Verwaltungsratsbeschluss aus dem Vermögen des jeweiligen Subfonds ausbezahlt werden.

Falls Dividenden erklärt werden, werden diese grundsätzlich in der Währung des Nettoinventarwertes des betreffenden Subfonds /Anteilkategorie bezahlt, können jedoch auch in außergewöhnlichen Umständen in einer anderen, vom Verwaltungsrat zu beschließenden Währung, jeweils an den von demselben festgelegten Orten und Zeiten bezahlt werden. Der Verwaltungsrat kann den zur Umrechnung der Dividendenbeträge in die Währung ihrer Zahlung anwendbaren Wechselkurs festlegen.

Ausschüttungen zugunsten von Inhaberanteilen, die von der Gesellschaft erklärt, jedoch nicht eingelöst wurden, insbesondere in dem Fall, dass keine Ertragsscheine eingereicht wurden, können nach fünf (5) Jahren nicht mehr geltend gemacht werden und werden dem entsprechenden Subfonds oder der Gesellschaft zugeschrieben. Auf von der Gesellschaft erklärte Ausschüttungen werden keine Zinsen gezahlt.

Es dürfen keine Ausschüttungen vorgenommen werden, wenn nach dieser Ausschüttung das gesetzlich vorgesehene Mindestkapital der Gesellschaft nicht unterschritten wird. In Hinblick auf thesaurierende Anteile werden keine Ausschüttungen vorgenommen.

Falls dementsprechend vom Verwaltungsrat der Gesellschaft entschieden, werden keine Dividenden ausgezahlt, wenn deren Betrag unter dem vom Verwaltungsrat der Gesellschaft von Zeit zu Zeit festgelegten Mindestbetrag liegt. In diesem Falle wird dieser Mindestbetrag automatisch reinvestiert.

Art. 29. Bei Auflösung der Gesellschaft ist die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren (die sowohl natürliche als auch juristische Personen sein können) durchzuführen, die von der Versammlung der Anteilhaber ernannt werden, die über die Auflösung beschließt; diese Versammlung der Anteilhaber legt außerdem die Befugnisse und die Vergütung dieser Liquidatoren fest. Die Nettoliquidationserlöse jedes einzelnen Subfonds werden von den Liquidatoren an die Anteilhaber der jeweiligen Subfonds im Verhältnis ihres Anteilbesitzes an den einzelnen Subfonds ausgekehrt.

Art. 30. Auf einer zum Zweck der Änderung dieser Satzung einberufenen Versammlung können die Anteilseigner nur dann wirksam beschließen, wenn mindestens die Hälfte (1/2) der ausgegebenen Anteile vertreten sind. Sofern das besagte Quorum nicht erreicht wird, kann eine zweite Generalversammlung einberufen werden, bei dem keine Quorumanforderungen bestehen. Auf beiden Versammlungen werden Beschlüsse mit einer Zweidrittelmehrheit (2/3) der Stimmen angenommen. Nicht abgegebene Stimmen, Enthaltungen, nichtige Stimmen und Stimmabgaben, aus denen nicht ersichtbar ist, ob der Anteilseigner für oder gegen den Beschlussvorschlag stimmt, sind von der Berechnung der Zweidrittelmehrheit ausgeschlossen.

Jegliche Änderung, welche die Rechte von Anteilseignern eines Subfonds oder einer Anteilkategorie gegenüber denen eines anderen Subfonds oder einer anderen Anteilkategorie beeinträchtigt, ist ferner von dem Bestehen des besagten Quorums und der besagten Mehrheit mit Hinblick auf den betroffenen Subfonds bzw. Anteilkategorie abhängig.

Art. 31. Alle Angelegenheiten, die nicht durch diese Satzung geregelt sind, werden gemäß dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2010, wie jeweils abgeändert, geregelt.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. DOBSON, V. LETELLIER, E. GILSON DE ROUVREUX und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 juillet 2012. Relation: LAC/2012/32023. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG. Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 16. Juli 2012.

Référence de publication: 2012085831/1360.

(120121769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2012.

BPH, Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 124.770.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012089790/9.

(120126688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Bridgepoint Europe III Investments (2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 128.142.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012089792/10.

(120126791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Bridgepoint Europe IV Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 143.146.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012089793/10.

(120126799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

CYNTHIA, Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 58.839.

EXTRAIT

L'Assemblée générale ordinaire du 18 janvier 2012 a reconduit le mandat d'administrateur de Madame Nathalie THUNUS et de Messieurs Luciano DAL ZOTTO et Guy SCHOSSELER, leur mandat venant à échéance à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle de 2012.

L'Assemblée a reconduit également le mandat de Commissaire aux comptes de Monsieur Nico BECKER, son mandat expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle de 2012.

Pour extrait conforme
CYNTHIA, Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF
Société anonyme

Référence de publication: 2012089881/17.

(120126735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Bridgepoint Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 149.354.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012089794/10.

(120126797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Bryde Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 88.306.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice cloturant en date du 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2012089796/11.

(120127250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Building Maintenance Service, BMS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8094 Bertrange, 36, route de Strassen.

R.C.S. Luxembourg B 89.610.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Référence de publication: 2012089797/10.

(120126835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Compagnie Internationale de Participations Automobiles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 54.823.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 9 juillet 2012

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de:

- Monsieur Gilles JACQUET, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg;
- Lux Konzern S.à.r.l., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, dont le représentant permanent est Monsieur Peter VAN OSPTAL, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg;
- Lux Business Management S.à.r.l., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, dont le représentant permanent est Monsieur Gerard VAN HUNEN, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

L'Assemblée renouvelle également le mandat de commissaire aux comptes de COVENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ce mandat prendra fin lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012089867/23.

(120126749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Burg & Kirch Nord S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9370 Gilsdorf, 11A, Um Knaeppchen.

R.C.S. Luxembourg B 155.150.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Christian BURG

Gérant

Référence de publication: 2012089799/11.

(120126873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Eternit Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1147 Luxembourg, 42, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 32.619.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des associés tenue le 27 avril 2012 à 14h00 au siège social

...

"Le mandat de commissaire aux comptes de Monsieur Frédéric Deslypere vient à échéance à l'issue de la présente assemblée. L'assemblée décide de renouveler son mandat pour une durée de trois ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2015, statuant sur les comptes de l'exercice 2014.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix."

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 27 avril 2012.

Karin DUBOIS

Mandataire

Référence de publication: 2012089922/17.

(120126961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Mermos Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 54.950.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 06 juillet 2012:

1) L'Assemblée décide d'accepter la démission, avec effet immédiat, de l'administrateur Monsieur Mike Abreu Pais, né le 09 janvier 1981, à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) et demeurant professionnellement au 54, avenue de la Liberté, L-1930.

2) L'Assemblée décide de nommer aux fonctions d'administrateurs de la société avec effet immédiat pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2016:

- Monsieur Maurizio Maureci, né le 1^{er} septembre 1975 à Lecco, Italie, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

3) L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, avec effet immédiat.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des administrateurs suivants:

- Monsieur Daniel GALHANO, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

- Monsieur Laurent TEITGEN, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement d'adresse du commissaire aux comptes:

- Revisora S.A., ayant son siège social au 60, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MERMOS INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2012090232/24.

(120127007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Brixia International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 47.204.

L'an deux mil douze, le onze juillet.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société dénommée BRIXIA INTERNATIONAL S.A., une société anonyme ayant son siège social au 25a, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.204,

constituée suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 10 mars 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association numéro 282 du 25 juillet 1994, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du même notaire, en date du 9 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1533 du 27 juillet 2007.

L'assemblée des actionnaires est présidée par Monsieur Giorgio FOGAZZI, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Nicola NARDARI, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée des actionnaires désigne comme scrutateur Madame Corinne PETIT, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué dresse la liste de présence, laquelle, après avoir été signée par tous les actionnaires présents et les porteurs de procurations des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée à la présente minute avec laquelle elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Monsieur le Président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

I. Suivant la liste de présence, tous les actionnaires, représentant l'entière du capital social souscrit sont présents ou dûment représentés à la présente assemblée, laquelle peut valablement délibérer et décider sur tous les points figurant à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

II. Que la société n'a pas émis d'emprunts obligataires.

III. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social statutaire, du siège de direction effective et de l'administration centrale du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Italie et adoption de la nationalité italienne.

2. Modification de la dénomination de «BRIXIA INTERNATIONAL S.A.» en «Brixia International S.p.A.» et refonte complète des statuts pour les adapter à la législation italienne, et plus particulièrement à ce sujet fixation de la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050 et modification de son objet pour lui donner la teneur en langue italienne suivante:

«La società ha per oggetto l'assunzione, l'amministrazione ed il possesso di partecipazioni in società e/o enti, italiani ed esteri, quale che sia il loro oggetto sociale.

L'attività non potrà essere svolta nei confronti del pubblico e dovrà essere riservata alla partecipazione in società collegate e/o controllate, o sottoposte al controllo di queste ultime o ad esse collegate, esclusi gli enti creditizi e finanziari.

La società potrà svolgere l'attività di compravendita, locazione, gestione e valorizzazione di beni immobili, la costruzione di edifici, nonché l'effettuazione di tutte le operazioni immobiliari in genere.

È in ogni caso vietata qualunque forma di attività legata al D.Lvo. n. 58/98 e dal D.Lvo. n. 385/93.

La società potrà concedere finanziamenti fruttiferi ed infruttiferi e garanzie alle società partecipate, nelle forme che saranno deliberate dall'organo amministrativo.

La società potrà altresì prestare servizi di natura tecnica, commerciale ed amministrativa nei confronti delle società partecipate, nonché compiere qualsiasi operazione commerciale, finanziaria, mobiliare ed immobiliare che sia ritenuta utile al conseguimento dell'oggetto sociale.».

3. Approbation d'une situation comptable intérimaire au 11 juillet 2012.

4. Démissions et décharges.

5. Nominations statutaires.

6. Délégation de pouvoirs.

7. Nomination d'un représentant fiscal à Luxembourg.

8. Divers.

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour.

Exposé:

Le président de l'assemblée générale déclare que la société entend transférer son siège statutaire et de direction effective en Italie.

La présente assemblée a pour objet de décider le transfert du siège statutaire, de direction effective et de l'administration centrale de la société du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Italie, et plus spécialement à Brescia, dans les formes et conditions prévues par la loi luxembourgeoise.

De plus il est nécessaire d'ajuster les statuts de la société à la loi du nouveau pays du siège social.

L'assemblée générale des actionnaires, composée de tous les actionnaires, après s'être considérée comme régulièrement constituée, approuve l'exposé du président et après l'examen des différents points à l'ordre du jour, a pris, après délibération, et par vote unanime et séparé pour chacune des résolutions ci-après, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide à l'unanimité, que le siège social statutaire, le principal établissement, l'administration centrale et le siège de direction effective de la société est transféré, avec effet à la date de ce jour, de Luxembourg en Italie,

et plus spécialement à Brescia,

et de faire adopter par la société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une personne juridique nouvelle de façon que la société, changeant de la nationalité luxembourgeoise vers la nationalité italienne, sera dorénavant soumise à la législation italienne, sans dissolution préalable puisque le transfert de siège ne comporte pas de liquidation aux fins de la loi commerciale.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier les statuts de la société dans la mesure nécessaire pour les rendre conformes à la législation,

et plus particulièrement à ce sujet décide:

- de changer la dénomination de «BRIXIA INTERNATIONAL S.A.» en «Brixia International S.p.A.»,
- de fixer la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050,
- de modifier son objet pour lui donner la teneur en langue italienne suivante:

«La società ha per oggetto l'assunzione, l'amministrazione ed il possesso di partecipazioni in società e/o enti, italiani ed esteri, quale che sia il loro oggetto sociale.

L'attività non potrà essere svolta nei confronti del pubblico e dovrà essere riservata alla partecipazione in società collegate e/o controllate, o sottoposte al controllo di queste ultime o ad esse collegate, esclusi gli enti creditizi e finanziari.

La società potrà svolgere l'attività di compravendita, locazione, gestione e valorizzazione di beni immobili, la costruzione di edifici, nonché l'effettuazione di tutte le operazioni immobiliari in genere.

È in ogni caso vietata qualunque forma di attività legata al D.Lvo. n. 58/98 e dal D.Lvo. n. 385/93.

La società potrà concedere finanziamenti fruttiferi ed infruttiferi e garanzie alle società partecipate, nelle forme che saranno deliberate dall'organo amministrativo.

La società potrà altresì prestare servizi di natura tecnica, commerciale ed amministrativa nei confronti delle società partecipate, nonché compiere qualsiasi operazione commerciale, finanziaria, mobiliare ed immobiliare che sia ritenuta utile al conseguimento dell'oggetto sociale».

Une copie des statuts en langue italienne, tels qu'approuvés par l'assemblée, conforme à la législation italienne, est jointe en annexe. Etant entendu que les formalités prévues par la loi italienne en vu de faire adopter ces nouveaux statuts en conformité avec la loi italienne devront être accomplies en Italie.

Troisième résolution

Après la présentation des comptes intérimaire de la société clos au 10 juillet 2012, l'assemblée les a approuvés. Ces comptes, tels qu'approuvés par l'assemblée, sont joints en annexe.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des actionnaires consent aux administrateurs et au Commissaire en fonction bonne et valable décharge pour l'exécution de leur mandat. Les administrateurs et le commissaire restent en fonction jusqu'à l'inscription du transfert de siège au registre de commerce italien.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de nommer en conformité avec la loi italienne, trois administrateurs pour un mandat de durée indéterminée, savoir:

- Dott. Paolo Zani, Presidente del Consiglio di Amministrazione - né à Brescia (Italie) le 11 août 1945, demeurant à Cellatica (BS), Via Fantasina n. 8, codice fiscale ZNA PLA 45M11 B157I;

- Sig.ra Enrica Maffioli - Amministratore - né à Brescia (Italie) le 16 février 1948, demeurant à Gussago (BS), Via Sale n. 45/A, codice fiscale MFF NRC 48B56 B157P;

- Dott.ssa Carolina Zani - Amministratore - né à Brescia (Italie) le 5 février 1990, demeurant à Cellatica (BS), Via Fantasina n. 8, codice fiscale ZNA CLN 90B45 B157N.

L'assemblée générale décide, en conformité avec la législation italienne et les statuts en langue italienne, de nommer, un Collège des Commissaires - en langue italienne «Collegio Sindacale» - composé de 3 (trois) membres titulaires et de 2 (deux) membres suppléants, auquel collège sera également confié la révision légale des comptes de la société,

et fixe la rémunération annuelle brute revenant à chaque membre titulaire, pour toute la durée de son mandat, comme suit:

- au Président du Collège: EUR 4.000.-

- aux autres membres titulaires: EUR 3.000.-

Les personnes suivantes sont nommées membres du Collège des Commissaires:

Membres titulaires:

- Dott. Giorgio Fogazzi - Presidente del Collegio Sindacale - né à San Zeno Naviglio (BS) (Italie) le 23 janvier 1937, demeurant à Brescia, Via Gobetti n. 12, codice fiscale FGZ GRG 37A23 I412F;

- Dott. Paolo Zani - Sindaco effettivo - né à Brescia (Italie) le 15 mars 1947, demeurant au Via Maiera n. 31, codice fiscale ZNA PLA 47C15 B157K;

- Dott. Marcello Boglioni - Sindaco effettivo - né à Brescia (Italie) le 2 septembre 1946, demeurant au Via Baitelli n. 36, codice fiscale BGL MCL 46P02 B157G.

Membres suppléants:

- Dott. Carlo Redona, né à Brescia (Italie) le 3 avril 1961, demeurant au Via Ottorino Villa n. 4, codice fiscale RDN CRL 61D03 B157B;

- Dott. Paolo Tabladini, né à Brescia (Italie) le 12 octobre 1964, demeurant au Via Martinengo Cesaresco n. 24, codice fiscale TBL PLA 64R12 B157Q.

Sixième résolution

L'assemblée décide de conférer tous pouvoirs, dont ceux de substitution aux nouveaux administrateurs, agissant chacun sous sa signature individuelle, pour apporter aux statuts en langue italienne et à l'acte de transfert du siège toutes les modifications qui pourraient lui être demandé par les autorités italiennes compétentes en vue de l'inscription au Registre de Commerce de Brescia (Italie).

Septième résolution

L'assemblée générale décide, conformément au paragraphe 89 de la Loi Générale des Impôts, de nommer Monsieur Nicola NARDARI, résident à L-1740 Luxembourg, 90, rue de Hollerich, afin de recevoir toutes les notifications émises par l'Administration des Contributions Directes du Grand-Duché de Luxembourg et adressées à la Société.

Tous pouvoirs sont en outre conférés au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Italie auprès du Registre de Commerce de Brescia.

L'assemblée décide de soumettre les résolutions 5 à 7 prises ci-avant à la condition suspensive de l'inscription de la Société auprès du Registre de Commerce de Brescia (Italie) jusqu'au 30 novembre 2012.

Déclaration pro fisco:

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal.

Clôture de l'assemblée

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Frais

Le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente assemblée générale extraordinaire, est approximativement évalué, sans nul préjudice, à la somme de six mille cinq cents euros (6.500.- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: G. Fogazzi, N. Nardari, C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 13 juillet 2012. LAC/2012/33072. Reçu douze euros EUR 12,-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Suivent les statuts

STATUTO

Art. 1. Denominazione. E' costituita una società per azioni denominata:

Brixia International S.P.A.

Art. 2. Sede. La società ha sede nel Comune di Brescia.

Il trasferimento dell'indirizzo nell'ambito del Comune della sede legale non costituisce modifica dell'atto costitutivo e potrà essere deliberata dall'Organo Amministrativo, con l'obbligo della pubblicità di cui all'art. 111-ter delle disposizioni di attuazione del Codice Civile.

L'Organo Amministrativo può istituire e sopprimere altrove filiali, succursali, uffici, agenzie e rappresentanze, in Italia ed all'Estero. L'istituzione e la soppressione di sedi secondarie è riservata alla competenza dell'assemblea straordinaria.

Art. 3. Oggetto. La società ha per oggetto l'assunzione, l'amministrazione ed il possesso di partecipazioni in società e/o enti, italiani ed esteri, quale che sia il loro oggetto sociale.

L'attività non potrà essere svolta nei confronti del pubblico e dovrà essere riservata alla partecipazione in società collegate e/o controllate, o sottoposte al controllo di queste ultime o ad esse collegate, esclusi gli enti creditizi e finanziari.

La società potrà svolgere attività di compravendita, locazione, gestione e valorizzazione di beni immobili, la costruzione di edifici, nonché l'effettuazione di tutte le operazioni immobiliari in genere,

È in ogni caso vietata qualunque forma di attività legata al D.Lvo. n. 58/98 e dal D.Lvo. n. 385/93.

La società potrà concedere finanziamenti fruttiferi ed infruttiferi e garanzie alle società partecipate, nelle forme che saranno deliberate dall'organo amministrativo.

La società potrà altresì prestare servizi di natura tecnica, commerciale ed amministrativa nei confronti delle società partecipate, nonché compiere qualsiasi operazione commerciale, finanziaria, mobiliare ed immobiliare che sia ritenuta utile al conseguimento dell'oggetto sociale.

Art. 4. Domiciliazione. Il domicilio dei soci, per quel che concerne i loro rapporti con la società, è quello risultante dal libro dei soci. E' onere del socio comunicare alla società il cambiamento del proprio domicilio.

Art. 5. Durata. La durata della società è fissata fino al 31 dicembre 2050 e potrà essere prorogata.

Art. 6. Capitale. Il capitale sociale è di Euro 40.706.512,00 (quarantamilionisettecentoseimilacinquecentododici/OO) e può essere aumentato osservate le disposizioni di legge al riguardo, anche con emissione di azioni aventi diritti diversi da quelli delle azioni già emesse.

Il capitale sociale può inoltre essere aumentato mediante emissione di obbligazioni convertibili.

Art. 7. Titoli azionari. Il capitale sociale è diviso in azioni da nominali euro 1 (uno) cadauna.

Le azioni sono rappresentate da titoli azionari, hanno uguale valore e conferiscono ai loro possessori uguali diritti.

Ogni azione dà diritto ad un voto. Il caso di comproprietà è regolato dall'art.2347 Codice Civile.

Art. 8. Strumenti finanziari diversi dalle azioni. La società, con delibera dell'assemblea straordinaria, può emettere strumenti finanziari ai sensi dell'art.2346, comma 6, del codice civile.

La delibera di emissione stabilisce, con riferimento all'apporto di ciascun sottoscrittore, quanti strumenti finanziari verranno emessi a fronte dell'apporto. Detti strumenti finanziari non sono rappresentati da titoli di credito, salva la possibilità di documentare la titolarità e la legittimazione tramite certificati emessi a cura dell'organo amministrativo, non destinati alla circolazione, contenenti l'indicazione dell'operazione cui si riferiscono con le sue condizioni essenziali e dei diritti attribuiti a chi ha effettuato l'apporto (escluso, comunque, il voto nell'assemblea generale degli azionisti).

Ai portatori degli strumenti finanziari di cui al presente articolo spettano tutti i diritti spettanti agli azionisti, tranne il diritto di voto nelle assemblee ed il diritto di opzione ex art.2441 Codice Civile. Ai fini dell'esercizio dei diritti spettanti, ciascuno strumento finanziario è equiparato ad una azione, salvo le precisazioni di cui sopra.

Il possessore degli strumenti finanziari che risulti inadempiente all'obbligo di effettuare l'apporto promesso, previa costituzione in mora, è sospeso dall'esercizio dei diritti spettantigli, salvo il risarcimento del danno e la riversione alla società del profitto da lui conseguito, se maggiore. Nei casi più gravi, egli può inoltre essere dichiarato decaduto con deliberazione dell'organo amministrativo ed, in tal caso, gli strumenti finanziari si estinguono, impregiudicata ogni altra reciproca azione delle parti.

L'emissione di strumenti finanziari è consentita per somma complessivamente non eccedente il capitale sociale, la riserva legale e le riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

Gli strumenti finanziari di cui al presente articolo non sono trasferibili senza il consenso dell'Organo Amministrativo.

Art. 9. Operazioni sul capitale, Finanziamenti e Prestiti obbligazionari. Per le deliberazioni di aumento e riduzione del capitale sociale si applicano gli articoli 2438 e seguenti del Codice Civile.

La deliberazione di aumento di capitale a pagamento può prevedere che i conferimenti abbiano ad oggetto beni in natura o crediti, con l'osservanza dell'art.2440 Codice Civile.

La società potrà acquisire dai soci versamenti e finanziamenti, a titolo oneroso o gratuito, con o senza obbligo di rimborso, nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta del risparmio tra il pubblico.

La società può emettere prestiti obbligazionari convertibili e non convertibili, con l'osservanza delle disposizioni di legge in materia.

Art. 10. Clausola di prelazione. Le azioni ed i diritti di opzione sono liberamente trasferibili per atto tra vivi, con l'osservanza della seguente disciplina.

Nell'ambito della nozione di trasferimento per atto tra vivi si intendono compresi tutti i negozi a titolo oneroso ed a titolo gratuito.

Il socio che intenda alienare o comunque trasferire in tutto o in parte le proprie azioni od i propri diritti di opzione, dovrà darne comunicazione a tutti i soci, risultanti dal libro soci, mediante lettera raccomandata inviata al domicilio di ciascuno di essi risultante dallo stesso libro; la comunicazione deve contenere l'indicazione del soggetto a cui favore si intende effettuare il trasferimento, con le relative generalità, il titolo del trasferimento e le sue condizioni, fra le quali, in particolare, il corrispettivo, se previsto, e le modalità di pagamento. Gli altri soci hanno diritto di prelazione per l'acquisto delle azioni o dei diritti di opzione cui la suddetta comunicazione si riferisce. Detto diritto può essere esercitato mediante dichiarazione da far pervenire al socio che intende trasferire la propria partecipazione con lettera raccomandata con avviso di ricevimento entro novanta giorni dalla data di spedizione della offerta di prelazione.

In tutti i casi in cui la natura del negozio di trasferimento non preveda un corrispettivo, ovvero quando il corrispettivo sia diverso dal denaro, i soci che esercitano il diritto di prelazione acquisteranno la partecipazione con il pagamento all'offerente della somma determinata di comune accordo o, in mancanza di accordo, dal Collegio Arbitrale di cui infra. Parimenti, nel caso in cui il corrispettivo del trasferimento risultante dall'offerta di prelazione sia costituito da una somma in denaro e detto prezzo sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbiano dichiarato, con le suddette modalità, di voler esercitare il diritto di prelazione, il prezzo sarà determinato di comune accordo o, in mancanza di accordo, dal Collegio Arbitrale di cui infra.

Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione alla partecipazione da ciascuno di essi posseduta. Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene e che non vi abbiano espressamente e preventivamente rinunciato all'atto dell'esercizio della prelazione loro spettante.

Qualora nella comunicazione sia indicato come acquirente un soggetto già socio, anche ad esso è riconosciuto il diritto di esercitare la prelazione in concorso con gli altri soci.

La comunicazione dell'intenzione di trasferire le azioni formulata con le modalità indicate equivale a proposta contrattuale ai sensi dell'art. 1326 codice civile. Pertanto il contratto si intenderà concluso nel momento in cui chi ha effettuato la comunicazione viene a conoscenza dell'accettazione dell'altra parte. Da tale momento il socio cedente è obbligato a concordare con il cessionario la ripetizione del negozio in forma idonea all'iscrizione nel libro soci, con contestuale pagamento del prezzo.

Il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire la nuda proprietà delle azioni. Il diritto di prelazione non spetta per il caso di costituzione di pegno od usufrutto.

Se nessun socio esercita la prelazione con le modalità indicate, le azioni sono liberamente trasferibili a condizione che:

- il trasferimento si perfezioni entro due mesi dalla scadenza del termine previsto per l'esercizio del diritto di prelazione;
- il corrispettivo del trasferimento, se previsto, non sia inferiore a quello specificato nella comunicazione dell'intenzione di alienare o trasferire la propria partecipazione;
- il soggetto a cui favore è stato effettuato il trasferimento sia quello indicato nella predetta comunicazione.

Il mancato rispetto di tali condizioni o di anche una sola di esse, rende necessaria la ripetizione della procedura di prelazione.

Nell'ipotesi in cui il trasferimento venga effettuato senza l'osservanza di quanto stabilito dal presente articolo, il cessionario non avrà diritto di essere iscritto nel libro dei soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare la partecipazione con effetto verso la società.

L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo.

Il trasferimento mortis causa è regolato dalle disposizioni di legge.

Art. 11. Recesso. I soci hanno diritto di recedere dalla società, per tutte o parte delle loro azioni, qualora non abbiano concorso all'approvazione delle deliberazioni indicate dal primo e dal secondo comma dell'art.2437 Codice Civile ed in ogni altro caso previsto dalle disposizioni legislative vigenti.

Il diritto di recesso deve essere esercitato con le modalità previste dall'art.2437-bis Codice Civile.

Il recesso si intende esercitato nel giorno in cui la relativa comunicazione è pervenuta alla società.

Il socio ha diritto alla liquidazione delle azioni per le quali esercita il recesso. Per la determinazione del valore di rimborso, i termini e le modalità relativi, si applicano le disposizioni di legge.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se la società revoca entro novanta giorni la delibera che lo legittima ovvero se nel predetto termine è deliberato lo scioglimento della società.

Art. 12. Assemblea. L'assemblea è ordinaria e straordinaria, ai sensi di legge.

L'assemblea ordinaria deve essere convocata almeno una volta l'anno, per l'approvazione del bilancio, entro il termine di centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio, salva la facoltà di un maggior termine (centottanta giorni) nei limiti ed alle condizioni indicate nell'art.2364, 2° comma, Codice Civile.

L'assemblea può essere convocata anche fuori della sede sociale, purché in Italia.

Le convocazioni delle assemblee saranno fatte dall'Organo Amministrativo, nei modi di legge.

In deroga all'art.2366, secondo comma, Codice Civile, qualora sussistano le condizioni indicate al terzo comma del medesimo art.2366 Codice Civile, l'assemblea potrà essere convocata dall'organo amministrativo con avviso comunicato ai soci mediante lettera raccomandata A.R. (ovvero con qualsiasi altro mezzo che consenta la prova dell'avvenuto ricevimento) almeno otto giorni prima dell'assemblea.

Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, l'ora, il luogo dell'adunanza (nonché, eventualmente, i luoghi collegati per via telematica) e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data per la seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza di prima convocazione l'assemblea non risulti regolarmente costituita.

In mancanza delle formalità suddette, saranno tuttavia valide le assemblee, quando sia presente o rappresentato l'intero capitale sociale e partecipi all'assemblea la maggioranza dei componenti dell'organo amministrativo e dei componenti dell'organo di controllo. Tuttavia, in tale ipotesi ciascuno dei partecipanti può opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

I soci devono esibire i propri titoli (o certificati) al fine di dimostrare la legittimazione a partecipare ed a votare in assemblea.

Art. 13. Assemblea ordinaria - Determinazione dei quorum. L'assemblea ordinaria in prima convocazione è regolarmente costituita con l'intervento di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale.

L'assemblea ordinaria in seconda convocazione è regolarmente costituita qualunque sia la parte di capitale sociale rappresentata.

L'assemblea ordinaria, sia in prima che in seconda convocazione, delibera con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei presenti.

Art. 14. Assemblea straordinaria - Determinazione dei quorum. Salvo diversa disposizione inderogabile di legge:

l'assemblea straordinaria in prima convocazione è regolarmente costituita e delibera con il voto favorevole di più della metà del capitale sociale;

in seconda convocazione l'assemblea straordinaria è validamente costituita con l'intervento di tanti soci che rappresentino oltre un terzo del capitale sociale e delibera con il voto favorevole di almeno i due terzi del capitale rappresentato in assemblea.

Tuttavia, anche in seconda convocazione, è necessario il voto favorevole di tanti soci che rappresentino più di un terzo del capitale sociale per le delibere previste dall'art.2369, comma 5, Codice Civile.

Art. 15. Norme per il computo del quorum. La mancanza del quorum costitutivo rende impossibile lo svolgersi dell'assemblea.

Qualora il quorum costitutivo venga meno dopo la valida costituzione dell'assemblea, il Presidente dovrà dichiarare sciolta l'assemblea. Le deliberazioni approvate sino al venire meno del quorum costitutivo restano valide ed acquistano efficacia ai sensi di legge. Per la trattazione degli altri argomenti all'ordine del giorno occorre convocare una nuova assemblea.

Art. 16. Rappresentanza del socio in assemblea. Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea potrà farsi rappresentare da altra persona, anche non socio, per delega scritta, contenente il nome del rappresentante e che dovrà essere conservata dalla società.

La delega può essere rilasciata anche per più assemblee, non può essere rilasciata col nome del delegato in bianco ed è sempre revocabile, nonostante ogni patto contrario. Il rappresentante può farsi sostituire solo da chi sia espressamente indicato nella delega.

La rappresentanza non può essere conferita né ai membri degli organi amministrativi o di controllo od ai dipendenti della società, né alle società da essa controllate od ai membri degli organi amministrativi o di controllo od ai dipendenti di queste.

La stessa persona non può rappresentare più di venti soci.

Art. 17. Svolgimento dell'assemblea e verbalizzazione. L'assemblea sarà presieduta dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o dall'Amministratore Unico o, in mancanza, da persona designata dall'assemblea.

L'assemblea nominerà altresì un segretario anche non socio e sceglierà, se lo crede necessario, due scrutatori fra i soci. Non occorre la nomina del segretario ove il verbale sia redatto da notaio.

Spetta al Presidente dell'assemblea verificare la regolarità della costituzione dell'assemblea, accertare l'identità degli intervenuti e la loro legittimazione, regolare il suo svolgimento ed accertare i risultati delle votazioni. Degli esiti di tali accertamenti deve essere dato conto nel verbale.

Il verbale dell'assemblea deve essere sottoscritto dal Presidente e dal segretario o dal notaio.

Il verbale dell'assemblea deve contenere le indicazioni prescritte dall'art.2375, comma 1, Codice Civile e, anche se redatto per atto pubblico, deve essere trascritto, senza indugio, nel libro delle deliberazioni delle assemblee.

Sono valide le adunanze dell'assemblea in teleconferenza, alle seguenti condizioni, delle quali deve essere dato atto nel verbale:

- che siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il segretario della riunione;
- che sia consentito al Presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di intervenire in tempo reale durante la trattazione degli argomenti esaminati, nonché di ricevere, visionare e trasmettere documenti e di partecipare alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;
- che siano indicati nell'avviso di convocazione, salvo che si tratti di assemblea tenuta ai sensi del penultimo comma dell'art. 12 del presente statuto (assemblea totalitaria), i luoghi audio-video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire.

Sussistendo queste condizioni, la riunione si considera tenuta nel luogo in cui si trovano il Presidente ed il Segretario.

Il voto segreto o per corrispondenza non sono ammessi.

Art. 18. Assemblee speciali. Se esistono più categorie di azioni o strumenti finanziari muniti del diritto di voto, ciascun titolare ha diritto di partecipare nella assemblea speciale di appartenenza.

Le disposizioni dettate dal presente statuto in materia di assemblea e di soci, con riferimento al procedimento assembleare, si applicano anche alle assemblee speciali ed alle assemblee degli obbligazionisti e dei titolari di strumenti finanziari muniti del diritto di voto.

Art. 19. Amministrazione. La società può essere amministrata, alternativamente, da un Consiglio di Amministrazione, composto da due a cinque membri, o da un Amministratore Unico, secondo come stabilito dall'assemblea all'atto della nomina.

Gli amministratori possono essere anche non soci.

Gli amministratori restano in carica per il periodo stabilito alla loro nomina e comunque non oltre tre esercizi e sono rieleggibili.

Essi scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica.

Gli amministratori possono essere revocati dall'assemblea in qualunque tempo, salvo il diritto degli amministratori revocati al risarcimento danni, se la revoca dell'amministratore nominato a tempo determinato avviene senza giusta causa.

L'amministratore che rinuncia all'ufficio deve darne comunicazione scritta al Consiglio di Amministrazione ed al Presidente del Collegio Sindacale. La rinuncia ha effetto immediato.

Qualora la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, nel caso in cui, per dimissioni o per altra causa, venga a mancare un solo membro dell'organo amministrativo, si intenderà decaduto l'intero Consiglio.

Se vengono a cessare l'Amministratore Unico o tutti gli amministratori (anche ai sensi del precedente periodo), l'assemblea per la nomina del nuovo organo amministrativo deve essere convocata d'urgenza dal Collegio Sindacale, il quale può compiere nel frattempo gli atti di ordinaria amministrazione, a norma dell'art.2386, ultimo comma, Codice Civile.

Art. 20. Consiglio di amministrazione. Il Consiglio di amministrazione designerà tra i suoi membri un Presidente, qualora non vi abbia provveduto l'assemblea al momento della nomina.

Il Consiglio può nominare uno o più Consiglieri Delegati ovvero un Comitato esecutivo, determinando il contenuto, i limiti e le eventuali modalità di esercizio della delega, nel rispetto di quanto previsto dall'art.238L Codice Civile.

Nel caso in cui il Consiglio di Amministrazione sia composto di due membri, di cui uno Consigliere delegato, in caso di disaccordo sulla revoca della delega, decadono dalla carica entrambi gli amministratori.

Il Consiglio si raduna anche in luogo diverso dalla sede sociale, purché in Italia, tutte le volte che il Presidente lo giudichi necessario o quando ne sia fatta richiesta scritta allo stesso da parte di almeno due consiglieri o da uno o più membri del Collegio Sindacale. La convocazione deve avvenire mediante lettera raccomandata con ricevuta di ritorno, telegramma, telefax o posta elettronica, al recapito fornito precedentemente dall'interessato ed annotato nel libro delle decisioni degli amministratori, da inviarsi almeno cinque giorni prima dell'adunanza ed, in caso di urgenza, con telegramma da spedire almeno due giorni prima a ciascun membro del Consiglio di Amministrazione e del Collegio Sindacale. Gli avvisi di convocazione dovranno essere firmati dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o dal Consigliere Delegato.

Per la validità delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione occorre la presenza della maggioranza dei suoi membri in carica. Le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta dei presenti.

Il voto non può, in alcun caso, essere dato per rappresentanza. Sono valide le adunanze del Consiglio di Amministrazione in teleconferenza, a condizione che ciascuno dei partecipanti possa essere identificato da tutti gli altri e sia in grado di intervenire in tempo reale durante la trattazione degli argomenti esaminati, nonché di ricevere, visionare e trasmettere documenti e di partecipare alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno. Sussistendo queste condizioni, la riunione si considera tenuta nel luogo in cui si trovano il Presidente ed il Segretario.

Le delibere del Consiglio di Amministrazione devono constare da verbale redatto dal Presidente e dal segretario, che dovrà essere trascritto, senza indugio, nel libro delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione.

Art. 21. Poteri dell'organo amministrativo. La gestione dell'impresa spetta esclusivamente agli amministratori, i quali compiono le operazioni necessarie per l'attuazione dell'oggetto sociale.

Pertanto, l'organo amministrativo ha tutti i poteri per l'amministrazione della società.

Il Consiglio di amministrazione, o l'Amministratore Unico, può nominare Direttori Generali, Direttori, Procuratori speciali e "ad negotia", per determinati atti o categorie di atti, nell'ambito dei poteri loro attribuiti.

Art. 22. Rappresentanza. L'Amministratore Unico ha la rappresentanza generale della società.

In caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, la rappresentanza generale della società spetta al Presidente del Consiglio di Amministrazione ed altresì ai Consiglieri muniti di delega.

Art. 23. Compensi degli amministratori. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragione del loro ufficio.

Gli eventuali compensi spettanti agli amministratori sono determinati dall'assemblea, anche in relazione ai particolari poteri attribuiti.

Con deliberazione dell'assemblea può, inoltre, essere accantonata a favore degli amministratori, nelle forme reputate idonee, un'indennità per la risoluzione del rapporto, da liquidarsi all'estinzione del mandato. A tal fine, la società è autorizzata a costituire specifico fondo di accantonamento o corrispondente polizza assicurativa.

Art. 24. Collegio sindacale. Il Collegio Sindacale è composto da tre sindaci effettivi e due supplenti, che durano in carica per tre esercizi e scadono alla data dell'assemblea di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica.

Essi devono possedere i requisiti previsti dall'art.2397 codice civile.

L'assemblea designa il Presidente del Collegio Sindacale e l'emolumento dei sindaci in conformità alla normativa vigente. Salvo diversa deliberazione dell'assemblea, il Collegio Sindacale esercita anche la revisione legale dei conti, in conformità all'art.2409-bis Codice Civile.

Art. 25. Bilancio ed utili. Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno.

L'organo amministrativo procede alla formazione del bilancio sociale ai sensi degli art.2423 e seguenti del Codice Civile.

Gli utili netti, dopo prelevata una somma non inferiore al 5% (cinque per cento) per la riserva legale, sino al raggiungimento del limite previsto per legge, verranno distribuiti proporzionalmente alla partecipazione azionaria da ciascuno posseduta, salvo diversa decisione dell'assemblea dei soci.

I dividendi non riscossi entro il quinquennio dal giorno in cui divennero esigibili andranno prescritti a favore della società.

Art. 26. Scioglimento e liquidazione. La società si scioglie per le cause previste dalla legge.

In tutte le ipotesi di scioglimento l'Organo Amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge.

La nomina, la revoca dei liquidatori e le relative funzioni sono disciplinate dagli articoli 2487 e seguenti del Codice Civile.

Art. 27. Clausola compromissoria. Qualsiasi controversia dovesse insorgere tra i soci, ovvero tra i soci e la società, che abbia ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del Pubblico Ministero, dovrà essere decisa da un Collegio Arbitrale composto di tre membri, nominati dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti del Tribunale della sede legale, il quale dovrà provvedere alla nomina entro quindici giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente. Nel caso in cui il predetto soggetto non provveda alla nomina nel suddetto termine, la stessa verrà fatta dal Presidente del Tribunale della sede legale.

Il Collegio arbitrale dovrà decidere entro novanta giorni dalla nomina.

Gli arbitri giudicheranno "ex bono et aequo", senza formalità di procedura e con giudizio inappellabile, salvi i casi di cui all'art.36 del Decreto Legislativo 17 gennaio 2003 n.5.

Il Collegio Arbitrale determinerà la ripartizione tra le parti delle spese di arbitrato.

La presente clausola compromissoria ha ad oggetto anche le controversie promosse da amministratori, liquidatori e sindaci della società, ovvero nei loro confronti. Per detti soggetti l'accettazione della carica importa accettazione anche della presente clausola compromissoria.

Art. 28. Rinvio. Per tutto quanto qui non previsto valgono le disposizioni di legge.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juillet 2012.

Référence de publication: 2012089795/446.

(120126470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

C.H. Robinson Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 141.488.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2012.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2012089801/12.

(120126457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Captain Luxco 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 160.911.

—
Les comptes annuels pour la période du 13 mai 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juillet 2012.

Référence de publication: 2012089804/11.

(120126911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

**OMNIUM AFRICAÏN D'INVESTISSEMENTS (O.A.I.), Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF,
Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 20.721.

—
EXTRAIT

L'Assemblée générale ordinaire du 18 janvier 2012 a reconduit le mandat d'administrateur de Messieurs Luciano DAL ZOTTO, Nico BECKER et Guy SCHOSELLER, leur mandat venant à échéance à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle de 2012.

L'Assemblée a reconduit également le mandat de Commissaire aux comptes de Madame Nathalie THUNUS, son mandat expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle de 2012.

Pour extrait conforme

OMNIUM AFRICAÏN D'INVESTISSEMENTS (O.A.I.), Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF
Société anonyme

Référence de publication: 2012090279/17.

(120126737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Cavenagh, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 153.733.

—
Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, Le 23 juillet 2012.

Pour le compte de Cavenagh

Citibank International plc (Luxembourg Branch)

Référence de publication: 2012089806/12.

(120127610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Central Investments DBI, Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 82.386.

—
Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012089807/12.

(120126880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Kalispera, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 76.399.

L'an deux mil douze, le neuf juillet

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg).

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «KALISPERA S.A.» avec siège social à L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités,

inscrite au Registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 76.399,

constituée suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 mai 2000, publiée au Mémorial C du 18 octobre 2000, numéro 764, page 36.659,

dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Anja HOLTZ, notaire alors de résidence à Wiltz, en date du 30 août 2007, publié au Mémorial C, en date du 6 novembre 2007, numéro 2507, page 120.333, ayant un capital social fixé à trente et un mille euros (31.000.-€), divisé en trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de 100.-€, entièrement libérées.

L'assemblée est présidée par Madame Christine RACOT, employée privée.

La présidente désigne comme secrétaire Madame Caroline FELTEN, employée privée.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Mademoiselle Johanna TENEBAY, employée privée.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste, une fois signée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentaire, restera ci-annexée avec la procuration pour être enregistrée avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que la totalité des 310 actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation aux formalités de convocation.
2. Révocation de CREATRUST, société à responsabilité limitée, de son mandat de commissaire aux comptes avec effet rétroactif au 7 juin 2012;
3. Nomination de AUDIT TRUST S.A. en tant que nouveau commissaire aux comptes, avec effet rétroactif au 7 juin 2012;
4. Nomination de trois (3) nouveaux administrateurs: Madame Viviane HENGEL, Monsieur Yves BIEWER et Monsieur Gabor MOCSKONYI;
5. Décision à prendre quant aux pouvoirs de signatures des administrateurs en place et des administrateurs nouvellement nommés;
6. Transfert du siège social de la société du 75 Parc d'Activités, L-8308 Capellen au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg et modification subséquente du premier alinéa de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:
« **Art. 2. (premier alinéa).** Le siège social de la société est établi dans la commune de LUXEMBOURG.»;
7. Annulation, à l'article 5 des statuts, des paragraphes relatifs au capital autorisé venu à échéance et non renouvelé;
8. Modification du deuxième alinéa de l'article 24 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 24. (deuxième alinéa).** Il sera obligé de convoquer une assemblée générale chaque fois qu'un groupe d'actionnaires représentant au moins 10% du capital souscrit, le demandera, par écrit, en indiquant l'ordre du jour.";

9. Divers

Sur ce, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, tous les actionnaires représentés ou présents à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de révoquer avec effet rétroactif au 7 juin 2012, CREATRUST, société à responsabilité limitée, anciennement DUNE EXPERTISES, de son mandat de commissaire aux comptes.

Troisième résolution

L'assemblée générale nomme avec effet rétroactif au 7 juin 2012 à la fonction de commissaire aux comptes:
- la société AUDIT TRUST S.A., avec siège social à L-2661 LUXEMBOURG, 42 rue de la Vallée, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 63.115.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2013.

Quatrième résolution

L'assemblée générale nomme aux fonctions d'administrateurs:

1) Madame Viviane HENGEL, née le 31 juillet 1977 à Luxembourg, demeurant à professionnellement au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg;

2) Monsieur Yves BIEWER, né le 16 août 1963 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg;

3) Monsieur Gabor MOCSKONYI, né le 14 mai 1983 à Orosháza (Hongrie), demeurant professionnellement au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Leurs mandats viendront à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2015.

Ces nominations portent le nombre des administrateurs à six.

L'assemblée générale précise que la durée du mandat de l'administrateur Péter KRAUTH viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2014.

Cinquième résolution

L'assemblée générale confirme que, conformément à l'article 16 des statuts, tous documents et toutes nominations de mandataires engageront valablement la société s'ils sont signés au nom de la société par deux administrateurs, ou par un mandataire dûment autorisé par le conseil d'administration.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société à sa nouvelle adresse sise à L-2661 LUXEMBOURG, 42, rue de la Vallée.

L'assemblée générale décide, en conséquence de la résolution précédente, de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 2. (premier alinéa).** Le siège social de la société est établi dans la commune de LUXEMBOURG.»

Septième résolution

L'assemblée générale décide d'annuler, à l'article 5 des statuts de la Société, tous les paragraphes relatifs au capital autorisé venu à échéance et non renouvelé.

Huitième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le deuxième alinéa de l'article 24 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 24. (deuxième alinéa).** Il sera obligé de convoquer une assemblée générale chaque fois qu'un groupe d'actionnaires représentant au moins 10% du capital souscrit, le demandera par écrit, en indiquant l'ordre du jour."

Estimation des frais

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui seront supportés par la société en conséquence du présent acte est estimé à environ mille cinq cents euros (1.500.-€). A l'égard du notaire instrumentaire, toutes les parties comparantes et/ou signataires des présentes se reconnaissent solidairement et indivisiblement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: C. RACOT, C. FELTEN, J. TENEBAY, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12 juillet 2012. Relation: EAC/2012/9262. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PETANGE, LE 23 juillet 2012.

Référence de publication: 2012090133/103.

(120127217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2012.